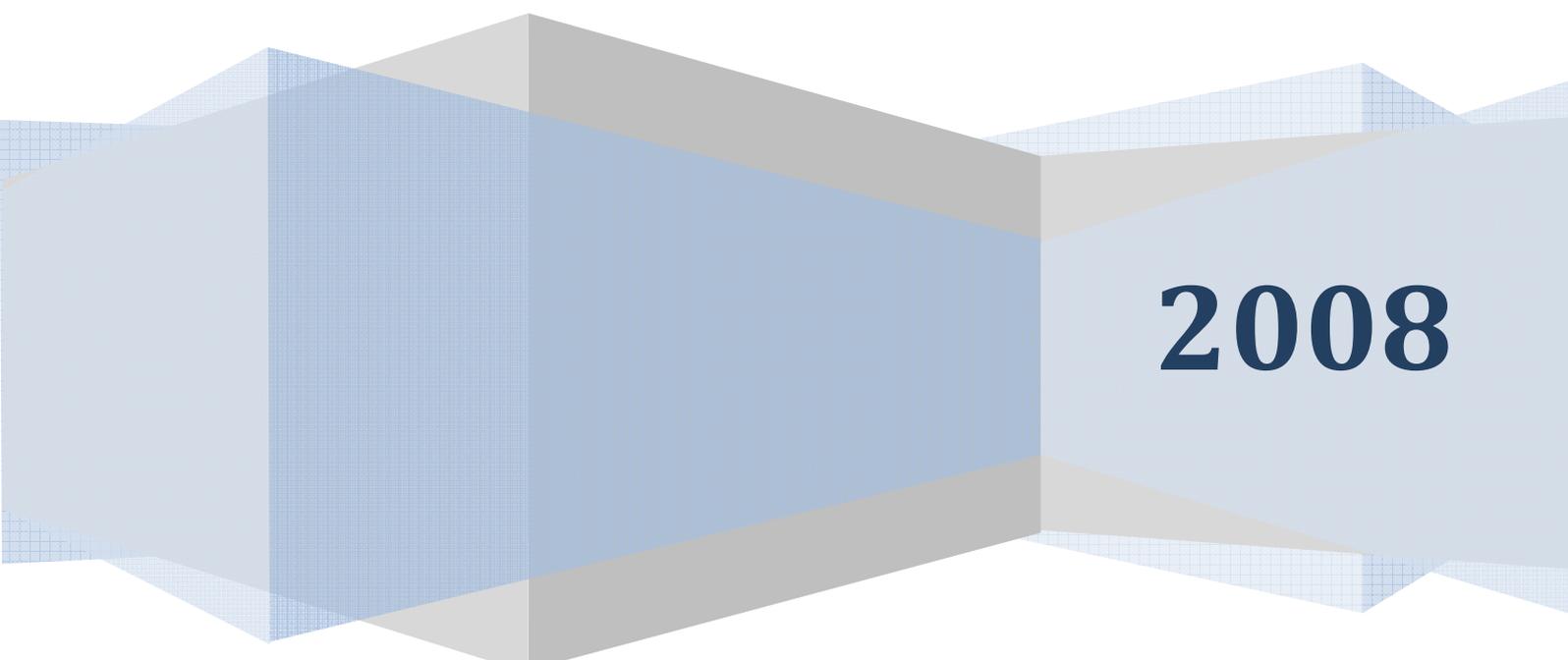


# Géopolitique de la Chine

**Mehdi TAJE**

Université Virtuelle de Tunis



**2008**

## ***Table des matières***

<b>I- Perception chinoise de son territoire et de son espace stratégique.....</b>	<b>11</b>
<b>II- Contexte géopolitique chinois .....</b>	<b>14</b>
<b>A- L'intérieur de la masse continentale asiatique (incluant le sous-continent indien) .....</b>	<b>29</b>
<b>B- Les espaces maritimes du Pacifique.....</b>	<b>32</b>
<b>III- Grands axes influençant la future géopolitique chinoise</b>	<b>37</b>
<b>Grands axes d'avenir .....</b>	<b>39</b>
<b>IV- La percée géopolitique de la Chine en Afrique.....</b>	<b>44</b>



## *Table des illustrations*

La place de la Chine dans le monde	5
Muraille de Chine.....	8
Sous-marin de la classe SONG.....	23
Sous-marin classe Kilo .....	24
Missile SS-N-27.....	25
SSN chinois.....	25
Sous-marin de classe Ming .....	26
Sous-marins de la classe Roméo .....	27
Tir d'un missile Sunburn.....	28
Stratégie du collier de perles.....	30
L'Afrique : un continent convoité .....	55



### « La paix pour vaincre sans combattre »

Quelques citations de Sun Tzu (« L'art de la guerre ») :

« Le bon général a gagné la bataille avant de l'engager » ;

« L'art de la guerre, c'est de soumettre l'ennemi sans combat » ;

« Celui qui n'a pas d'objectifs ne risque pas de les atteindre ».



L'« Empire du Milieu » **impressionne** par l'énormité de sa population, la vigueur de sa croissance économique et sa puissance montante. **Il inquiète aussi** : en dépit de sa stabilité et de son effort de prévisibilité au cours des dix dernières années, il n'a pas tout à fait surmonté la réputation d'un pays aux changements abrupts, radicaux et imprévisibles : « **quand la Chine s'éveillera, le monde tremblera** ».



## La place de la Chine dans le monde



Dans ce contexte, l'avenir de la Chine se structure autour de la problématique suivante : la Chine va-t-elle devenir une grande puissance responsable, coopérant activement à l'établissement d'une sécurité régionale concertée ou au contraire deviendra-t-elle une « super-puissance » militaire visant à rétablir son hégémonie historique sur l'Asie ? En terme de conséquences, ces deux « images » seront radicalement différentes.

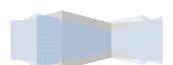
Entre être et paraître, entre image donnée (obéissant donc à une stratégie) et réalité, il est très difficile d'identifier avec certitude les réelles intentions chinoises : **la Chine demeure imprévisible.**

Dans le contexte **d'un renforcement croissant du positionnement chinois sur le continent africain et en Afrique du Nord**, il nous semble opportun, compte tenu de son importance, de consacrer un exposé à la géopolitique de la Chine, futur pôle de puissance économique, financière, militaire etc. Par ailleurs, **peu connue des milieux tunisiens, il convient dans le cadre de ce séminaire d'analyser la manière dont la Chine se perçoit et nous perçoit afin d'apprendre à mieux cerner un acteur stratégique central** avec lequel de nombreux chefs d'entreprise et ingénieurs auront peut-être à traiter dans le futur.

A titre illustratif, **la Chine s'inscrit difficilement dans la grille de lecture occidentale.** Pour les Occidentaux, elle demeure un pays exceptionnel. Comme le souligne Serge Sur, « il s'agit d'un pays étrange et impénétrable aux yeux des Européens, d'une civilisation traditionnelle, raffinée, supérieure à beaucoup d'égards à celle de l'Europe ancienne, mettant en question la prétention à l'universalité du message occidental ».

Le parti communiste chinois est parvenu à conserver le monopole d'un pouvoir sans partage tout en rendant possible l'émergence d'un capitalisme de marché (qualifié de « capitalisme prédateur ») qui menace de déstabiliser l'ensemble de la planète. Cette situation paradoxale s'interprète en termes géopolitiques par **la nécessité séculaire du pouvoir chinois de sauvegarder l'intégrité d'un immense territoire pluriethnique par une politique de centralisation autoritaire.** Déterminés, **les Chinois ne confondent pas modernisation avec occidentalisation. Tout en s'inscrivant dans la mondialisation des échanges, ils préserveront leur identité culturelle.**

Dans ce cadre, **par sa montée en puissance, la Chine soulève une multitude d'interrogations** : s'agit-il d'une « réincarnation de l'ex-puissance soviétique seule en mesure de défier l'hégémonie américaine après 1991 ? Aspire-t-elle à une volonté expansionniste et à la domination, voire la déstabilisation, de l'Asie ? Constitue-t-elle le seul rival potentiel des USA (peer competitor) capable de faire obstacle à leur hégémonie à moyen terme ? ». Finalement, cet « Etat-nation totalitaire » constitue-t-il une menace pour le monde occidental ?

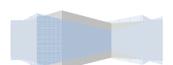




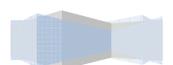
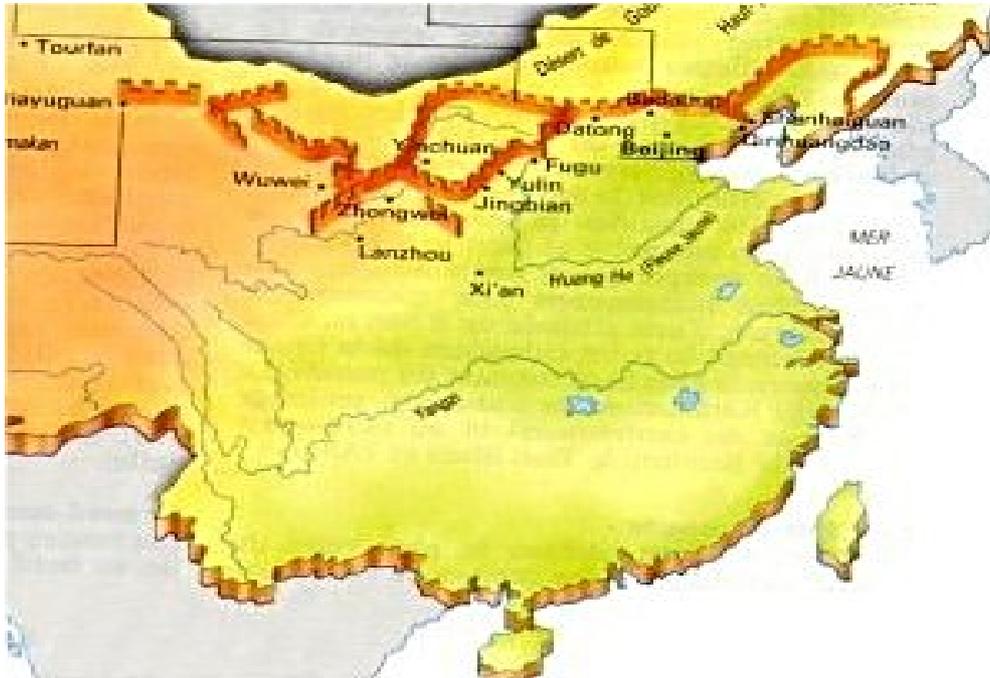
Trois éléments symbolisent la Chine :

- Une énorme masse humaine (environ 1/5 de l'humanité) ;
- La conscience d'être au centre du monde : la Chine est l'empire du milieu ;
- La muraille de Chine : celle-ci a pour vocation historique de faire face aux deux dangers qui menacent le pays : l'invasion et l'éclatement.

3.460 kilomètres de long auxquels il faut ajouter 2.860 kilomètres de ramifications, c'est aussi un ouvrage militaire formidable avec, par endroits, ses 16,5 mètres de hauteur (soit un immeuble de six étages) ou ses tours invariablement construites tous les 60 mètres.



## Muraille de Chine

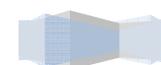


### **L'environnement géopolitique chinois subit de nombreux bouleversements suggérant une reconfiguration probable du théâtre asiatique :**

- **Elargissement à l'est du périmètre de sécurité et de défense du Japon, pays lié aux USA par des accords de défense.** En dépit de l'article 9 de sa Constitution, le Japon envoie pour la première fois en 2002 une importante force navale dans l'Océan Indien et participe sous couvert humanitaire à la coalition en Irak. Parallèlement, avec un budget de défense de près de 50 milliards de dollars et sa détermination à occuper un siège permanent au sein du Conseil de Sécurité, Tokyo s'impose comme un acteur diplomatique et militaire incontournable ;
- **Consolidation de l'implantation US en Asie Centrale**, région sous influence chinoise depuis des siècles et d'une grande importance pour son approvisionnement en hydrocarbures ;
- **Rapprochement stratégique de l'Inde avec les USA ;**
- **Le Pakistan**, allié de revers et détenteur de l'arme nucléaire, **opère un retournement d'alliance après le 11 Septembre 2001** et tient désormais **deux fers au feu ;**
- **Accroissement des relations US avec les pays d'Asie du Sud-Est (ASEAN).**

« Déjà sous haute surveillance sur sa façade maritime, la Chine pourrait donc se considérer à présent comme contournée sur son arc continental » et s'estimer ainsi comme faisant l'objet des prémices d'une politique américaine d'endiguement. Officiellement, les autorités américaines évoquent une doctrine dite de la troisième voie ou « conagement », fusion des termes « containment » et « engagement ». Selon certains experts, les perspectives de succès de cette stratégie hybride étant minces, **il semble que les Etats-Unis et la Chine soient, sur le long terme, sur une « trajectoire de collision stratégique ».**

Par ailleurs, l'intrusion d'un sous-marin nucléaire chinois en novembre 2004 dans les eaux territoriales japonaises, la réanimation d'un vieux conflit de souveraineté sur de petits îlots entre Tokyo et Séoul, cette dernière y voyant un relent de l'impérialisme nippon et les récentes tensions diplomatiques entre Pékin et Tokyo cristallisent toute la complexité et la dangerosité de la future géopolitique asiatique. Ainsi, **tous les ingrédients sont réunis pour que l'Asie du Sud-est constitue, dans les vingt prochaines années, l'un des principaux arcs de crise de la planète.**

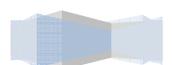


## Géopolitique de la Chine : enjeux et défis

### La Chine dans son environnement stratégique immédiat



Dans ce contexte, évoquer la perception chinoise de son territoire et de son espace stratégique offre un intérêt significatif pour l'avenir.



## I- Perception chinoise de son territoire et de son espace stratégique

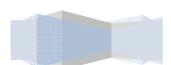
Cette perception interne qui conditionne fortement les ambitions géopolitiques chinoises est importante à évoquer car elle est radicalement différente de la perception « occidentale ».

En effet, la notion de frontière, définie comme territoire parfaitement délimité, n'est pas appréhendée de la même manière. La Chine oppose **la théorie des frontières historiques** au règlement par un organe arbitral ou juridictionnel communément admis en droit international public. A titre illustratif, en 1954, les autorités chinoises publient une carte révélant que les véritables frontières de la Chine sont celles de l'Empire avant la guerre de l'Opium (1840) et son corollaire, les traités inégaux. Néanmoins, **la Chine n'aspire pas à la conquête d'espaces non sinisés : elle réclame une restauration et non une annexion.**

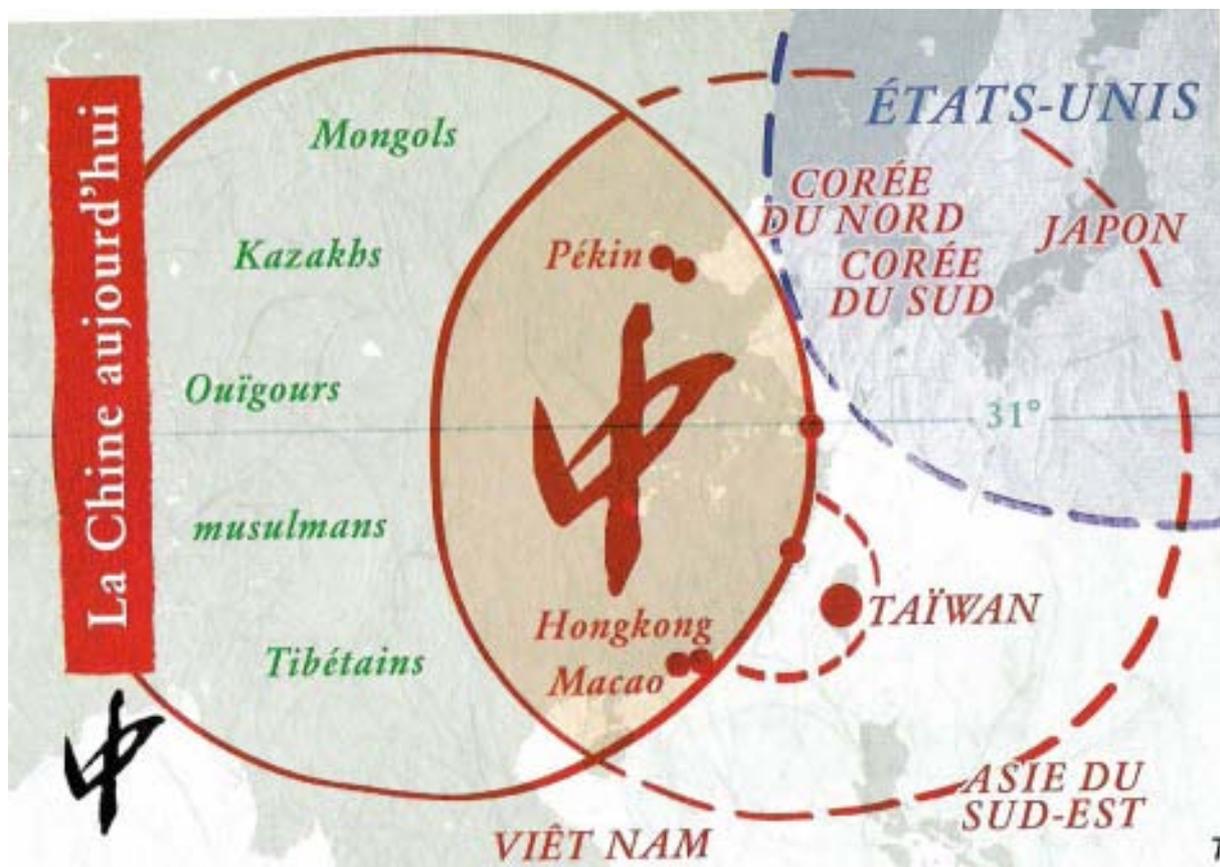
Selon J-V Brisset (La Chine, une puissance encerclée ?) aux yeux des Chinois, des « Hans », le monde se décompose en **cercles concentriques** :

- **Au centre**, au Milieu, se trouve **le cœur Han** : « la Chine siège seule, majestueuse et impériale » ;
- **Le premier cercle est formé des « Marches »**, terres où l'Empire a envoyé des soldats-paysans s'installer au milieu de populations ethniquement différentes mais généralement en faible nombre. Ces soldats avec le temps en arrivent à se considérer comme les occupants légitimes du sol et en revendiquent, au nom de la « mère patrie », la souveraineté ;
- **Le second cercle est composé des « vassaux »**, ceux qui doivent demeurer soumis et loyaux à l'Empire. A leurs égards, s'appliquait la politique du tribut : « donner en retour, jamais en premier ; donner plus pour marquer la différence ; ne jamais donner en échange, ce qui suggérerait une certaine égalité ;
- Enfin, **le dernier cercle est celui des « barbares »**, ceux que le centre ignore ou qui sont instrumentalisés afin de servir les intérêts chinois.

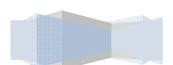
Ainsi, **la notion de territoire est perçue comme un ensemble de cercles d'influence concentriques, de moins en moins chinois et de moins en moins soumis à la souveraineté chinoise** au fur et à mesure que l'on se déplace vers l'extérieur : cette vision est conceptualisée par la notion « **d'étendue de suzeraineté** ». Sur cette abstraction de cercles concentriques à souveraineté variable se greffe « l'incroyable capacité de la Chine à absorber toutes les pénétrations allogènes, puis, telle un immense trou noir, à les digérer et à en faire sa substance » (tendance à l'appropriation des doctrines étrangères).



Pour Jean-Christophe Victor dans « Le dessous des Cartes, Atlas géopolitique, Arté Edition, 2005 », « la Chine a **un territoire formé de deux cercles décalés**. L'un est **son territoire réel**, dans lequel elle rencontre des difficultés avec des peuples qu'elle rejette : les Tibétains d'abord, les Ouïgours, les Kazakhs, tous ces peuples de l'ouest chinois qui ne l'intéressent pas. En revanche, elle doit reconquérir le territoire de sa civilisation qu'elle a « prêté » à une partie du monde, c'est-à-dire les deux Corée, le Japon, le Viêt Nam, et peut-être même l'Asie du sud-est. Ces territoires se trouvant dans les mers de Chine lui permettraient de reconstituer un monde à partir de son centre, alors que son centre actuel est limité à la côte. Son ambition, à terme, étant de devenir aussi puissante que les USA, elle a besoin de s'unir avec les territoires de civilisation chinoise et de reconstituer sa prédominance sur ce théâtre. C'est pourquoi **elle conserve l'ouest tout en essayant de s'étendre vers l'est** : après Hongkong et Macao au XX siècle, elle cherchera à récupérer Taiwan pour la faire entrer dans le centre chinois au XXI siècle : **les dirigeants chinois nourrissent l'ambition de recaler la Chine sur son centre, le Zhong.**

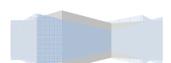


**L'esprit et la substance de la défense chinoise**, qui découlent de cette perception territoriale, sont que **chacun reste à sa place** : le vassal doit demeurer un vassal et il convient à tout prix d'éviter qu'un barbare ne franchisse un cercle puis l'autre pour finir par atteindre le cœur Han. Cette stratégie peut être mise en œuvre sans avoir à recourir à la force ni à la confrontation directe, sauf en dernier recours. Néanmoins, **ceci n'exclut pas les moyens destinés au « paraître » afin d'intimider et de dissuader toute action qui remettrait en cause les intérêts chinois.**



**La doctrine stratégique chinoise est fondée sur la culture du secret et de la dissimulation.** Il s'agit de ce que certains analystes qualifient de **la « tactique des points mentaux »** visant directement le cerveau du général ennemi afin de l'amener à capituler ou à ne pas engager le combat. Voici un exemple illustrant la stratégie chinoise : afin de rendre inopérante et de neutraliser toute stratégie de « containment » à la soviétique de la part des USA, la Chine a su se rendre indispensable aux yeux des USA, notamment en créant de fortes interdépendances économiques. **La stratégie chinoise est indirecte, prudente, privilégiant la constitution progressive de « fronts unis » en fonction d'objectifs communs et souples.**

La Chine est entourée d'une quinzaine de voisins, ce qui la place dans une configuration stratégique particulière. Comme de nombreux pays asiatiques, **elle a des traités une vision très différente de celle des Occidentaux, les considérant uniquement comme la photographie, acceptée par les parties à un moment donné, de la situation du jour.** Ceci n'exclut aucun engagement pour le futur mais, à l'identique, n'interdit pas de tout remettre en cause suivant l'évolution des rapports de force. Il s'ensuit de nombreuses revendications territoriales tant chinoises que nées de l'initiative de certains de ses voisins qui estiment avoir été spoliés. **Pékin doit compter avec des voisins pouvant tous représenter ou héberger une menace potentielle.**



## II- Contexte géopolitique chinois

L'espace géopolitique chinois est gouverné par de grandes constantes :

- **Nécessité d'un Etat et d'un pouvoir fort et centralisé** : le Chinois craint le vide, source de chaos. L'histoire de la Chine est celle d'un immense balancier oscillant entre unification et division, le fameux « Ge Ming » ;
- **Tendance du parti à instrumentaliser et à exacerber le nationalisme chinois** afin de garantir sa mainmise sur la vie politique du pays. Ce nationalisme, réapparu en force depuis les années 1990, se nourrit de deux composantes plus ou moins « complémentaires » : un vieil antagonisme à l'égard du Japon et une nouvelle exaspération face à l'hégémonisme américain ;
- Sentiment d'avoir été spoliée (période de dépeçage de la Chine par les Occidentaux) d'où **aspiration à une certaine revanche : la Chine refuse le modèle occidental** et cherche constamment à créer sa propre voie ;

A titre illustratif, la lente et longue progression de l'Occident, à travers conflits, révolutions et réformes, n'a pas d'équivalent dans l'histoire chinoise. Comme le souligne un analyste chinois, Chen Yan, l'évolution de la Chine sur la voie de la modernité ou de la modernisation, au cours du siècle et demi passé, est une suite successive d'errements provoqués par un contact dramatiquement vécu avec l'Occident. **La rencontre Chine-Occident est matérialisée par la guerre de l'Opium sino-anglaise qui a éclaté en 1840 et qui marque le départ de l'histoire moderne de la Chine.** Cette guerre marque le début d'une révolution sociétale pour ce pays et constitue un élément fondateur dans sa vision de l'univers et ses relations avec le monde extérieur. Le concept même de modernité n'existait pas en tant que telle dans le vocabulaire chinois et résulte d'un processus d'assimilation par le système idéographique chinois. En effet, comme souligné précédemment, **la conception du moderne (xiandai), de la modernisation et de la modernité vient d'Occident.** En ce sens, le concept moderne s'est dit pendant très longtemps « modeng » avant de laisser la place au terme « xiandai » qui veut dire dans une traduction littérale « présente génération ».



# 现代化

Idéogramme de « modernisation »

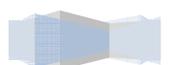
# 摩登

Idéogramme de *modeng*

# 现代

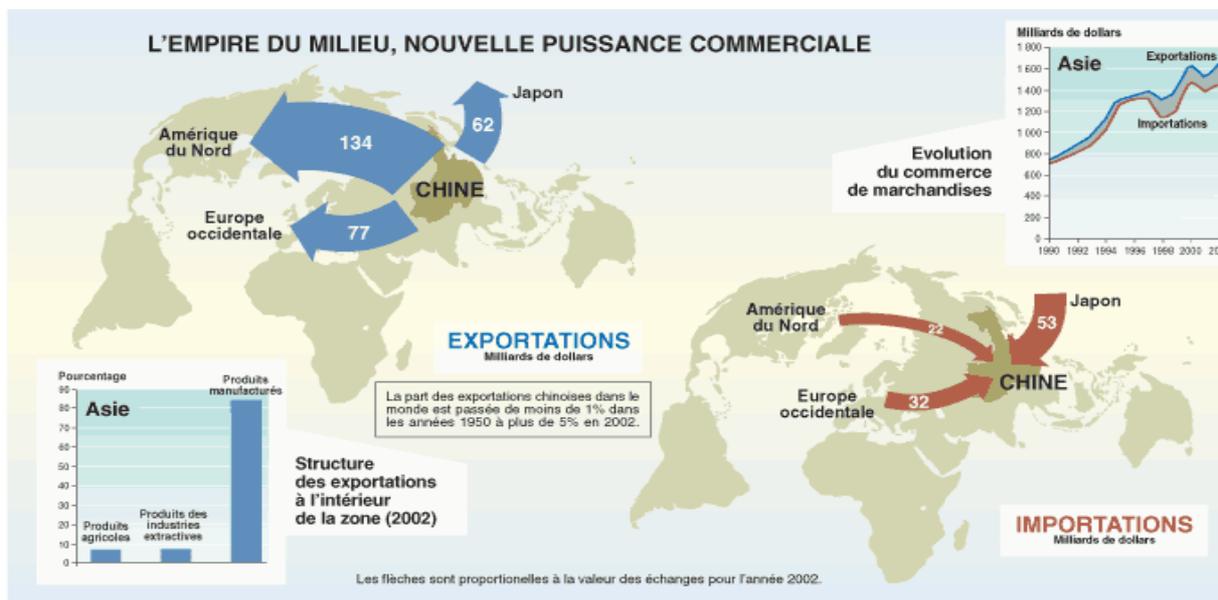
Idéogramme de *xiandai*

**Selon la conception classique chinoise**, le temps et l'espace font partie d'un tout cosmique vivant, évolutif et en perpétuel mouvement. Tout change, tout circule, tout se transforme comme les quatre saisons, le jour et la nuit, le yin et le yang. Une conception du temps de type linéaire, comme le découpage entre Antiquité, Moyen Age, les temps modernes et l'époque contemporaine n'aurait aucun sens pour des Chinois.



Cette conception d'un monde en évolution perpétuelle à la chinoise est à la base d'un dynamisme puissant qui encourage et stimule à faire face à des changements inattendus et à relever le défi d'un temps nouveau. En définitive, **la civilisation chinoise a manifesté une détermination exceptionnelle pour faire sienne cette modernité étrangère sans pour autant renier les fondements de sa civilisation, sa tradition (confucianisme, taoïsme et bouddhisme) et son héritage historique.**

- **Besoin de paix et de cohésion sociale pour favoriser son développement économique**, facteur indispensable pour hisser le pays au rang de grande puissance : théorie de l'économie socialiste de marché formulée lors du XIV congrès du PCC en 1992 ;



- **Caractère fluctuant de ses relations avec les USA et le Japon** : compétition stratégique, question de Taiwan, problème de la dissémination et du transfert de technologies sensibles, Droits de l'Homme, TMD et NMD, etc.
- **Grande importance accordée à son approvisionnement en hydrocarbures** (ses besoins ne vont cesser de croître d'où une situation de dépendance envers l'étranger) : intérêt croissant accordé à des régions comme l'Asie Centrale (Bassin Caspien), le Golfe Persique, la Mer de Chine du Sud et l'Afrique (Soudan, Angola, Gabon et Golfe de Guinée). Depuis 1993, la Chine est devenu un pays importateur de pétrole. En 2020, selon les estimations les plus optimistes, environ 50 % du pétrole consommé par Pékin sera importé. Dans ce contexte, la sécurité énergétique sera une priorité pour les dirigeants chinois de demain ;
- **Rapports de puissance bienveillante à l'égard de l'ASEAN** (relations très étroites avec la Thaïlande et Singapour afin d'édifier des points d'appuis stratégiques dans la région et d'éviter la formation d'une coalition anti-chinoise) : constitution d'une association vertueuse, véritable force de frappe asiatique devenant redoutable et incontournable sur la scène internationale. En ce sens, **Pékin, pratiquant une « diplomatie dite du pourtour » renforce**



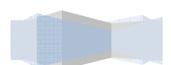
significativement ses relations politiques, économiques, culturelles et touristiques avec cette région ;

- **Rivalité sous-jacente avec l'Inde** mais pas d'intérêt immédiat à un conflit ouvert ;

*La stratégie chinoise à l'égard de l'Inde consiste à sonder et canaliser au mieux la montée en puissance de ce pays en l'intégrant de plus en plus au sein d'un jeu d'alliances asiatiques ayant pour vocation de constituer un bloc asiatique susceptible de contrebalancer le poids de la puissance américaine.*

En effet, **les stratégies chinois encouragent la constitution à terme « d'un tripode asiatique » (Chine, Inde, Japon)** auquel pourrait se joindre une Corée réunifiée afin de permettre à l'Asie de s'affirmer sur la scène internationale. En 2004, la Chine devient le deuxième partenaire commercial de l'Inde. En 2005, le premier ministre chinois Wen Jiabao se rendit pendant sa visite officielle en Inde à Bangalore, surnommée la « Silicon Valley asiatique ». Il se prononça pour une coopération bilatérale dans le domaine du high-tech, en la comparant avec deux pagodes, la première hardware (Chine) et la seconde software (Inde). Selon lui, en conjuguant leurs efforts, les Chinois et les Indiens transformeront le XXI siècle en un siècle asiatique de la technologie de l'information. Par ailleurs, les deux pays partagent des intérêts communs dans la sécurisation de leurs approvisionnements en hydrocarbures. C'est dans ce contexte qu'il convient d'inscrire le rapprochement sino-indien en cours.

Néanmoins, **l'absence de règlement du conflit frontalier (la Chine revendique la quasi-totalité d'un Etat indien, l'Arunachal Pradesh, 90.000 Km<sup>2</sup>, et occupe un territoire contesté d'environ 40.000 km<sup>2</sup> au nord du Ladakh, l'Aksai Chin et a obtenu du Pakistan la cession par traité d'une partie du cachemire revendiquée par l'Inde), la rivalité et la compétition entre les deux Etats, l'émergence de l'Inde se nourrissant en partie de sa compétition avec la Chine et les stratégies d'encercllement et de contre-encercllement déployées de part et d'autre relativisent ce rapprochement.** Comme le souligne un spécialiste, « les facteurs de tension entre les deux pays n'ont pas disparus, ils sont simplement ignorés ». Plus spécifiquement, **l'Inde redoute les avancées chinoises dans la région et inversement la Chine voit d'un mauvais œil le rapprochement indo-vietnamien déjà consacré par un accord de coopération militaire signé en 2000 et par les avancées indo-japonaises et américaines dans la région.** Le nouveau missile indien Agni III, dont la portée est de 3600 Km, vise davantage la Chine que le Pakistan.



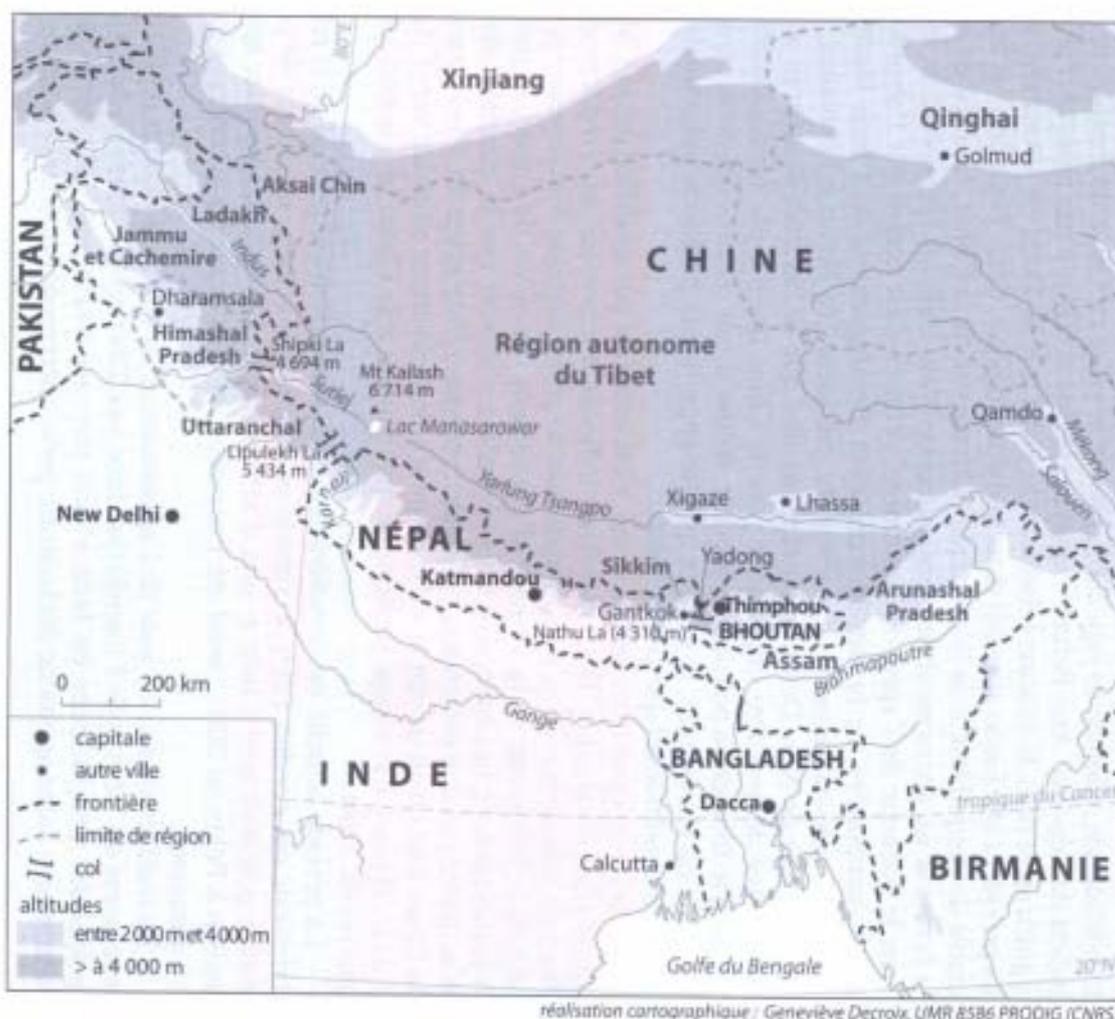


- **Politique de consolidation de l'intégration du Tibet et renforcement du positionnement de la Chine au sein du théâtre himalayen.**

L'Himalaya offre un excellent exemple de la nouvelle politique frontalière de la Chine. Zone de contact entre deux « mondes », il est aussi un espace de conflits potentiels. Si la Chine a choisi d'y faire progresser son nouveau partenariat avec l'Inde en mettant délibérément de côté le contentieux frontalier qui oppose les deux pays, c'est avant tout pour **asseoir sa nouvelle politique en Asie du Sud**. Ayant récemment obtenu le statut d'observateur au sein de la SAARC (Association pour la Coopération Régionale en Asie du Sud) - en échange d'un statut équivalent pour l'Inde au sein de l'ASEM -, la Chine souhaite rattraper le retard diplomatique qu'elle a accumulé dans cette partie de l'Asie où son influence, qui se heurte à celle de son grand voisin, reste limitée.

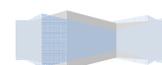


CARTE. – L'HIMALAYA, « NOUVELLE FRONTIÈRE » DE LA CHINE



Sur le plan régional, cette stratégie répond à cinq objectifs :

- 1) **Définir un positionnement stratégique dans un contexte régional nouveau.** Le rapprochement entre New Delhi et Washington, qui entretient les craintes chinoises de « containment », conduit Pékin à se montrer particulièrement actif sur le « front » himalayen, qui est à la fois le talon d'Achille du dispositif de défense indien et une région où l'influence américaine reste marginale ;
- 2) **Assurer la sécurité de ses zones frontalières.** Tout en se rapprochant de l'Inde, la Chine considère toujours le Pakistan comme son allié privilégié dans la région. La permanence de la rivalité stratégique entre l'Inde et le Pakistan, qui monopolise largement l'attention de la diplomatie indienne, confère à la Chine **un effet de levier permanent. Le partenariat sino-pakistanaï permet à Pékin de contrer les effets du nouvel axe américano-indien mais aussi du rapprochement survenu depuis septembre 2001 entre Washington et Islamabad, qui renforce la menace de containment sur le flanc himalayen de**



**la Chine.** Enfin, il permet à Pékin de disposer d'un accès à l'océan Indien et de sécuriser ses approvisionnements en provenance du Moyen-Orient. Dans ce contexte, **la militarisation du Tibet répond à une nécessité de politique extérieure et pas seulement de sécurité intérieure ;**

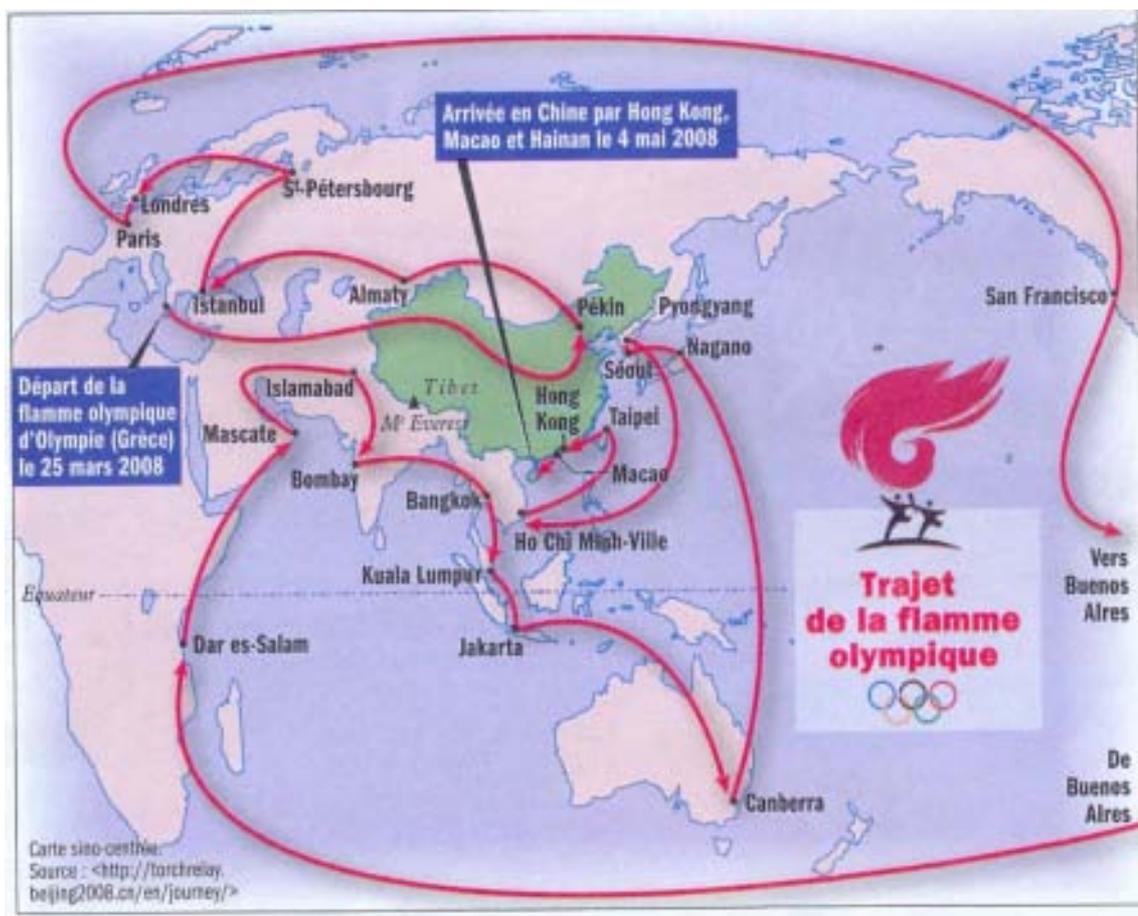
- 3) **Conquérir de nouveaux marchés.** De même qu'elle a soutenu dans les années 1950 l'idée d'une fédération himalayenne - qui aurait regroupé à l'époque le Népal, le Sikkim et le Bhoutan -, la Chine pourrait être tentée par un concept moins politique mais économiquement efficace : **la création d'une zone économique et commerciale intégrée dans l'Himalaya dont le Tibet serait l'arrière-pays.** A la suite de la réouverture du Nathu La, Fu Ziying, vice-ministre du Commerce extérieur, déclarait lors d'un forum à Pékin que la Chine « envisageait des négociations sur la création d'une zone de libre-échange » avec l'Inde. Le Népal et le Bhoutan se retrouveraient aux avant-postes de cette stratégie destinée à conquérir le marché indien d'où l'importance que la Chine accorde aux deux royaumes himalayens ;
- 4) **Assurer le développement et la stabilité du Tibet.** La nouvelle diplomatie himalayenne de la Chine poursuit, dans ce domaine, trois objectifs différents. En privilégiant le développement des infrastructures pour améliorer les fondements de l'économie tibétaine et en l'ouvrant sur son environnement régional, **la Chine accélère l'intégration du Tibet au reste du pays tout en en faisant un pont vers l'Asie du Sud.** En accordant la priorité aux questions de développement de la région autonome, elle contribue progressivement à faire glisser le débat sur la question tibétaine d'une problématique purement politique vers un enjeu économique où ses arguments sont plus audibles que dans la sphère des droits de l'homme.

En effet, sur la scène internationale, la question tibétaine est le plus souvent abordée sous l'angle des droits de l'homme et de l'identité culturelle du peuple tibétain. Bien qu'importante, cette approche n'intègre pas les dimensions économiques et géopolitiques essentielles à la compréhension de la position de la Chine, pour laquelle la question tibétaine ne peut être considérée indépendamment de sa propre sécurité et de son développement. Vue de Pékin, la Région autonome du Tibet revêt une quadruple dimension :

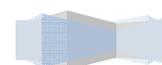
- représentant 13% du territoire chinois c'est un espace géopolitique de première importance au contact de cinq pays - la Birmanie, le Bhoutan, l'Inde, le Népal et le Pakistan, qui **confère à la Chine le contrôle des cols et des cours supérieurs des principaux fleuves de la région et un avantage stratégique évident, notamment par rapport à l'Inde ;**



- ancien carrefour commercial et religieux au contact de l'Asie centrale et de l'Asie du Sud, c'est une base de rayonnement aux confins du monde chinois ;
- province sous-développée - la plus pauvre de Chine -, mais dotée de richesses naturelles, c'est un territoire dont l'intégration à l'espace économique chinois reste incomplète et doit être poursuivie significativement ;
- région frontalière, c'est enfin **un symbole fort qui renvoie à la constitution d'un corps géopolitique mythique** dont Pékin souhaiterait qu'il se confonde avec la nation chinoise. Cette dynamique est en voie d'être consolidée dans le registre du symbolique, la flamme olympique devant transiter par le Tibet ;



5) Enfin, « en s'assurant la neutralité - Inde, Bhoutan - voire la coopération – Népal - de ses voisins himalayens sur ce sujet, elle vise à **marginaliser la diaspora tibétaine** qui est un phénomène régional avant d'être une cause internationale.



- **Aspiration au maintien du statu quo régional** : rôle de médiation avec la Corée du Nord. La Chine vise à « soit maintenir la péninsule dans un état de division qui lui permet de renforcer son influence et ses marges de manœuvre, soit contrôler un éventuel processus de réunification afin que la Corée ne devienne pas un Etat satellite des USA ;
- **Modernisation de l'appareil militaire chinois suite à un changement de doctrine** dont l'objectif n'est plus d'aligner une armée dissuasive (entre 1960 et 1976, le pouvoir chinois se sentant cerné opte pour une posture défensive dite du « troisième front » : le centre incarné par Pékin et le cœur en Chine centrale) par le nombre mais une force professionnalisée capable d'être projetée dans son voisinage stratégique : développement de capacités nucléaires et balistiques intégrant une capacité de seconde frappe (stratégie nucléaire du « faible au fort » présentant de nombreuses ressemblances avec la stratégie nucléaire française), réduction et professionnalisation des effectifs, modernisation de l'aviation (acquisition de chasseurs modernes destinés à être produits sous licence) et de l'armée de terre, **aspiration à développer une marine océanique dite de « mer verte », c'est-à-dire de haute mer, offrant une capacité d'interdiction (nuisance) et de projection de puissance crédible. Dans ce contexte, le budget de la défense ne cesse de croître : en tenant compte des chiffres officiels, le budget militaire de la Chine en 2005 s'élevait à 30 milliards de dollars. En 2007, il augmente de 17% pour atteindre les 45 milliards de dollars. Un certain nombre de dépenses militaires n'étant pas comptabilisées, le budget réel s'élève selon la plupart des analystes à 90 milliards de dollars (le double que le chiffre officiel) plaçant la Chine au deuxième rang mondial.**

**Puissance traditionnellement continentale, la Chine fut néanmoins par le passé l'une des plus grandes puissances maritimes du monde.** Bien avant les navigateurs portugais (Henri le Navigateur) et Christophe Colomb, l'Empereur Ming (Yong Le) envoya au début du XV siècle des expéditions, sous le commandement de l'Amiral **Eunuque musulman Zheng He**, à la découverte du monde amenant ainsi les Chinois jusqu'aux côtes africaines. Face à l'insécurité menaçant la route de la Soie suite à l'effondrement de l'Empire Monghol, l'Empire chinois devait s'ouvrir sur la mer afin d'assurer son développement commercial. 37 pays et régions seront visités tout au long d'un périple de 7000 Km. A cette époque, la Chine possédait plus de vaisseaux que l'ensemble des flottes de la planète réunies. **Ces expéditions maritimes constituaient de véritables ambassades destinées à affirmer la souveraineté de l'Empire du milieu sur ses périphéries. Ni pillages, ni conquêtes de territoires, ni esclaves, ni missionnaires pour soumettre les âmes, l'Amiral offrait des objets d'art et le souverain qui les acceptait reconnaissait la culture et par voie de conséquence la supériorité de la Chine.** Dans un second temps, le dignitaire se déplaçait pour aller payer tribut à l'Empereur. Ces expéditions traduisant la culture chinoise contrastaient significativement avec les expéditions occidentales qui suivront.



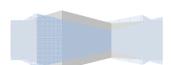
**La marine chinoise, cantonnée initialement à protéger le flanc maritime d'une armée de terre hégémonique, est devenue, en une décennie, une des priorités et une composante centrale de la doctrine sécuritaire chinoise.** Deux objectifs prioritaires lui sont assignés : neutraliser la marine taiwanaise et dissuader la marine américaine (décourager, retarder et compliquer toute intervention américaine) en cas de conflit avec Taiwan et assurer la protection des voies maritimes d'approvisionnement de la puissance chinoise (notamment pétrole, gaz et matières premières).

**Début janvier 2007**, la marine chinoise a fait preuve d'une véritable audace : un sous-marin de la classe Song a fait surface à 5 miles du porte-avions Kitty Hawk, c'est-à-dire à portée de tir (torpilles).

### Sous-marin de la classe SONG



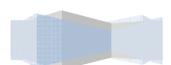
Comme le souligne un expert américain, il y a 10 ans inconcevable, il est devenu réaliste « de craindre que la Chine lance un missile contre la flotte des USA si elle s'approchait de Taiwan et qu'elle soit en mesure de frapper les forces US déployées dans la région ». **Le dernier rapport du Pentagone (2006) évaluant la menace militaire chinoise indique que Pékin déploie ses systèmes d'armes les plus sophistiqués dans les secteurs militaires faisant face à Taiwan.** Avec plus de 900 missiles balistiques de courte portée en mesure de décapiter les centres de commandements taiwanais (50 par an son ajoutés au dispositif), plus de 700 avions de chasse, l'achat récent de sous-marins modernes et le développement constant de navires de débarquement, les forces armées chinoises semblent ériger une éventuelle conquête de « l'île rebelle » en tant que priorité.



**La menace la plus sérieuse est incarnée par les nouvelles versions du Dongfeng 21 (DF-21)** à charges conventionnelles, missiles balistiques de moyenne portée. Certaines sources militaires prétendent que « la Chine effectue des essais sur de nouveaux DF-21 en vue de faciliter leur retour dans l'atmosphère grâce à des véhicules manoeuvrants (MARV). Ces manoeuvres rendent hautement improbable l'interception de ces engins par des missiles de défense et permettent de guider les ogives sur la cible avec une grande précision ».

**Une autre menace pèse fortement sur toute marine ennemie : la Chine vient d'acquiescer auprès de la Russie 8 nouveaux sous-marins de la classe Kilo.** Ces sous-marins sont déjà opérationnels au sein de la marine chinoise. Il s'agit de sous-marins modernes, à propulsion diesel et électrique, très silencieux et dotés de **missiles de croisière anti-navires SS-N-27B Sizzler** appartenant à la catégorie des ASCM (Anti Ship Cruise Missiles). Ces derniers sont considérés comme les meilleurs au monde et ont été conçus pour neutraliser le système Aegis américain de défense antimissile. Les SS-N-27B sont des engins redoutables, d'une portée maximale de plus de 100 miles nautiques, pouvant être tirés d'un sous-marin en plongée et attaquer à des vitesses supersoniques, les rendant d'autant plus difficiles à intercepter. Une polémique enfle à Washington où aucun programme destiné à contrer le missile n'a été lancé en dépit des nombreuses recommandations émises par les milieux spécialisés de la défense. Par ailleurs, au moins 2 nouveaux SSN (sous-marins d'attaque à propulsion nucléaire) de catégorie Shang ont été mis en service par la marine chinoise.

### Sous-marin classe Kilo



### Missile SS-N-27



### SSN chinois



Sous-marin de classe Ming



### Sous-marins de la classe Roméo



**Sous-marin SNLE (lanceur d'engins nucléaires) de type Xia : la Chine en possède un seul.**



**Les forces aériennes** relevant de la marine chinoise sont renforcées et modernisées : nouvelle version de bombardiers B-6 dotés de nouveaux ASCM et acquisition en grand nombre auprès de la Russie de Flankers appelés également SU-30MK2, avions très polyvalents dont les capacités pour la chasse aérienne et l'attaque anti-navires sont très avancées.

**La Chine aspire également à se doter à terme d'un porte-avions**, symbole de puissance et de prestige et instrument incontournable de projection de puissance (marquer sa présence sur des théâtres constituant pour la Chine une priorité stratégiques en termes d'approvisionnement en pétrole : exemple : le Moyen-Orient). A cette fin, la Chine a acquis le Varyag, ancien porte-avions ukrainien, désuet mais lui servant de prototype et de navire d'entraînement.



Enfin, la Chine a acquis auprès de la Russie 4 destroyers de la classe Sovremenny (peut-être 2 autres supplémentaires) extrêmement modernes et considérés par la marine américaine comme présentant une sérieuse menace car dotés des ASCM SS-N-22 Sunburn.



### Tir d'un missile Sunburn



**Pour Pékin, il s'agit d'accéder au rang de première puissance navale d'Asie à l'horizon 2020. La modernisation de l'armée chinoise, conjuguée à l'accroissement des échanges sino-américains (créer une interdépendance) a pour objectif stratégique de peser sur la politique américaine afin de favoriser une réunification négociée avec Taiwan.**

C'est dans ce contexte que nous pouvons tenter d'analyser les prétentions géopolitiques chinoises.

L'espace stratégique chinois se développe essentiellement selon **une double logique spatiale** : sur l'intérieur de l'immense masse continentale asiatique et sur la non moins vaste étendue des espaces maritimes du Pacifique.

### ***A- L'intérieur de la masse continentale asiatique (incluant le sous-continent indien)***

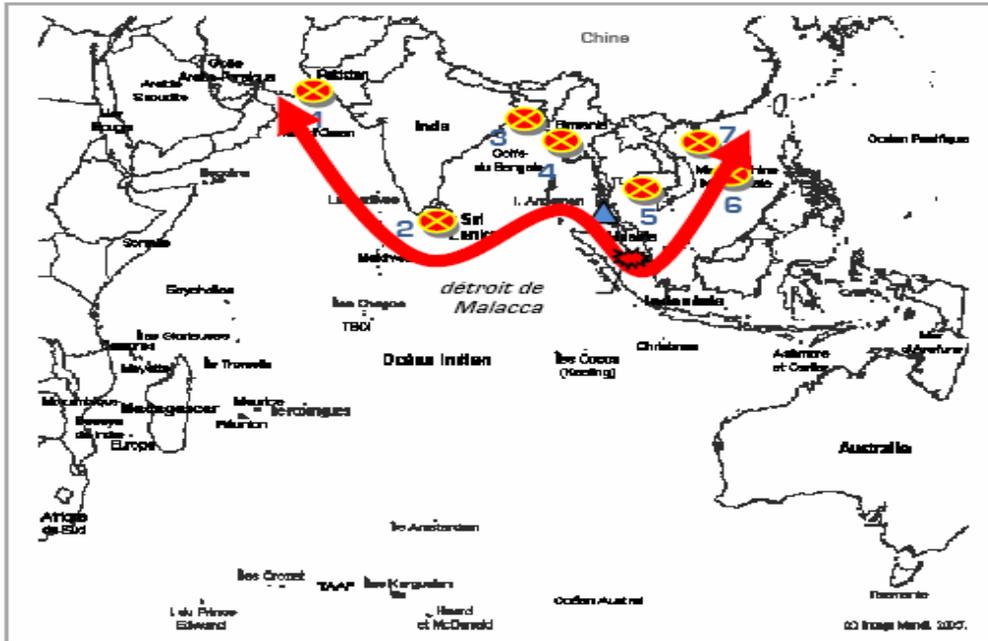
Initialement partenaires, partageant le même esprit, celui de « Bandung », la Chine et l'Inde n'ont pas su maintenir une entente cordiale durable. La répression chinoise de la révolte tibétaine de 1959 a amené les troupes des deux pays au contact à la frontière indo-tibétaine. Les frictions se multipliant, la guerre courte mais sévère de 1962 fut inévitable. Depuis, la question des frontières entre les deux Etats et l'installation du Dalai-lama à Dharamsala alimentent à Pékin une méfiance profonde et continue.

Ainsi, **la Chine privilégie l'alliance avec le Pakistan, alliance donnant à la politique chinoise une tonalité pro-islamique qu'elle renforçait volontairement en affichant sa sympathie pour la cause palestinienne.** De plus **cette alliance lui permet de verrouiller l'Inde au Sud du continent**, le Pakistan étant, pour cette dernière, la voie d'accès au reste de l'Asie. La conséquence de cette politique est une relation triangulaire difficile et préoccupante car compliquée par les stratégies nucléaires.

A l'égard de l'Inde, la Chine pratique **la stratégie dite du « collier de perles » (relais régionaux des ambitions de Pékin)** : il s'agit schématiquement de développer des points d'appui (les perles) permettant de dresser un maillage sur le flanc sud de l'Inde et d'offrir des facilités portuaires à la marine chinoise dans l'Océan Indien (contrôle des routes maritimes indispensable à la sécurisation de l'approvisionnement en pétrole). Ce dispositif s'appuie principalement sur trois perles au Pakistan, au Sri Lanka et au Bangladesh. Le 23 mars 2007, le Général Musharraf inaugurait la principale perle de ce dispositif (phase 1), le port de Gwadar, port en eau profonde en mesure d'accueillir des navires militaires, ouvert sur la mer d'Arabie et le Golfe Persique (750 Km du détroit d'Ormuz).

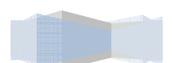


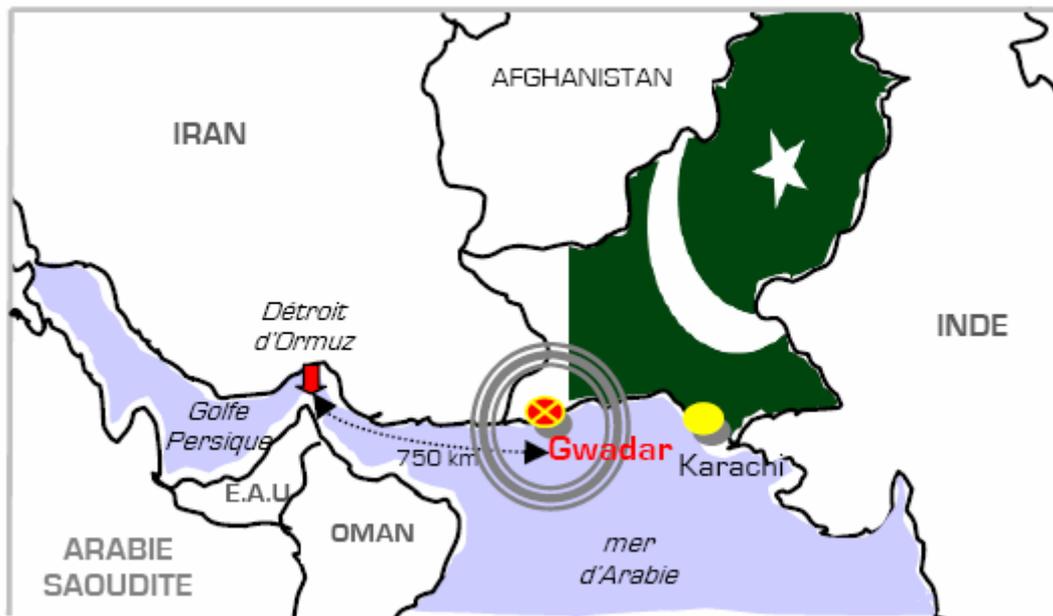
**Stratégie du collier de perles**



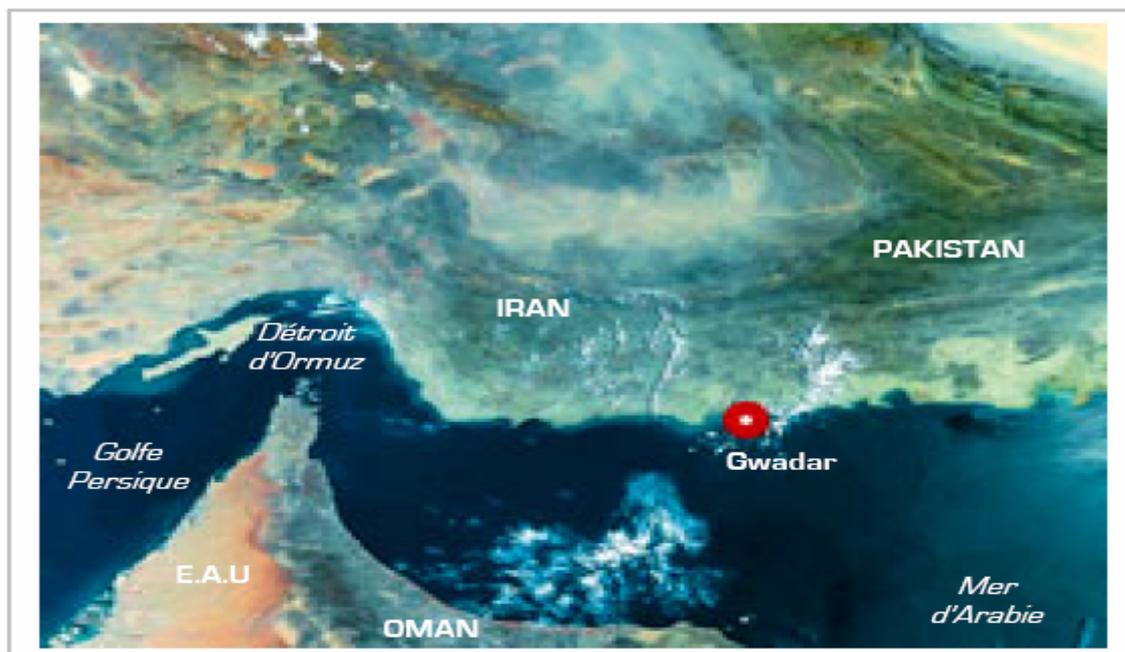
**Le « collier de perles », relais régionaux des ambitions de Pékin**  
 [base / port / pays]

	1	Gwadar.....	PAKISTAN
	2	Hambantota.....	SRI LANKA
	3	Chittagong.....	BANGLADESH
	4	Sittwe.....	MYANMAR
	5	Golfe de Thaïlande.....	CAMBODGE
	6	Woody island	mer de CHINE méridionale
	7	Hainan.....	CHINE
		Isthme de Kra....	THAÏLANDE
		Voie maritime	





**GWADAR, « hub » régional ou poste de surveillance ?**



<b>GWADAR, port en eau profonde : repères</b>	
<b>Dimensions</b>	18 600 hectares 600 mètres de quai bassin de manœuvre de 450m de diamètre profondeur 12 / 14 m
<b>Localisation :</b> <b>Province du Baloutchistan</b>	100 km de la frontière iranienne 460 km de Karachi 750 km du détroit d'Ormuz 1300 km de Kaboul (Afghanistan) 1500 km d'Achgabat (Turkménistan) 2000 km de Tachkent (Ouzbékistan) 2400 km d'Almaty (Kazakhstan)
<b>Coût</b>	1,2 milliard de dollars
<b>Financement</b>	85 % République Populaire de Chine 15 % République islamique du Pakistan
<b>Début des travaux</b>	lancement phase 1 par le général-président Musharraf en mars 2002
<b>Inauguration (phase 1)</b>	mars 2007
<b>Aménagements (programmés)</b>	aéroport international Export Processing Zone Special Industrial Zone terminal pétrolier raffinerie zone résidentielle

Quant à **l'Asie centrale**, depuis l'accès à l'indépendance des républiques ex-soviétiques, **cet espace, auparavant verrouillé par l'URSS, ne manque pas de susciter, pour de multiples raisons, l'intérêt de Pékin.** Raisons sécuritaires, le nationalisme des populations turcophones pouvant faire cause commune avec les Ouighours séparatistes ; raisons stratégiques face à la récente implantation de bases militaires américaines et enfin raisons économiques liées à l'intérêt croissant de la Chine pour le pétrole de la mer Caspienne. C'est dans cette optique que s'expliquent **la création du groupe de Shanghai** (1996) et les nombreux exercices militaires avec des troupes des pays d'Asie centrale, visant officiellement à la lutte anti-terroriste. De plus en plus, de nombreux analystes comparent l'OCS à une future « OTAN asiatique » ayant pour objectif central non avoué de contrer le positionnement américain en Asie Centrale.

### ***B- Les espaces maritimes du Pacifique***

Dans cette région, **la question la plus grave est celle de Taiwan, le « vital chinois ».** Il s'agit pour les dirigeants chinois de l'unité de la nation dont le principe ne saurait souffrir la moindre atteinte par ingérence étrangère. De surcroît, le rôle géopolitique de Formose est crucial quant aux ambitions de la Chine mais aussi pour la politique régionale américaine et pour le Japon. Le détroit de Taiwan voit transiter 82 % des

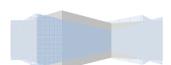


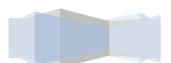
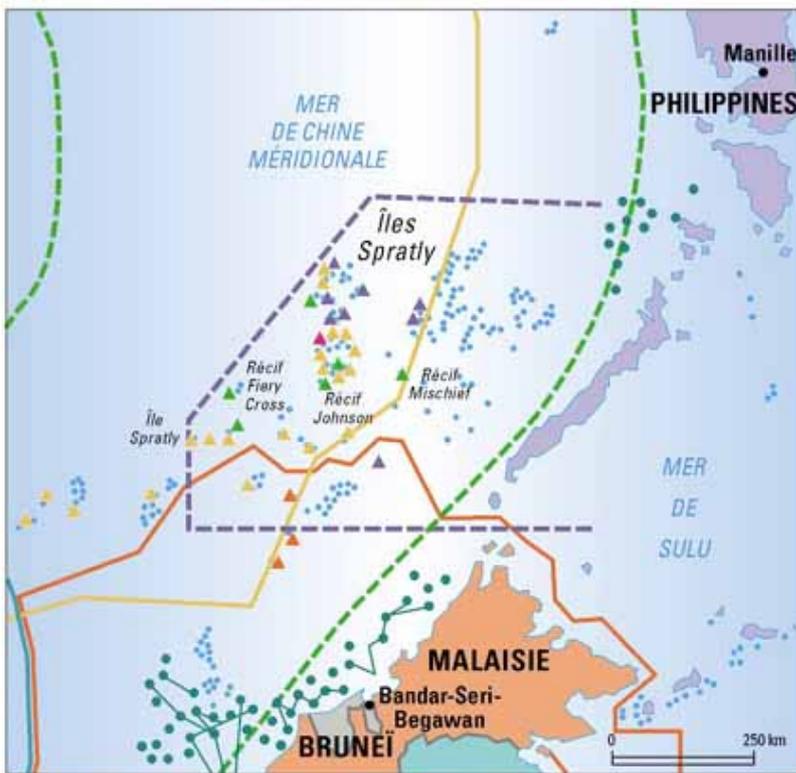
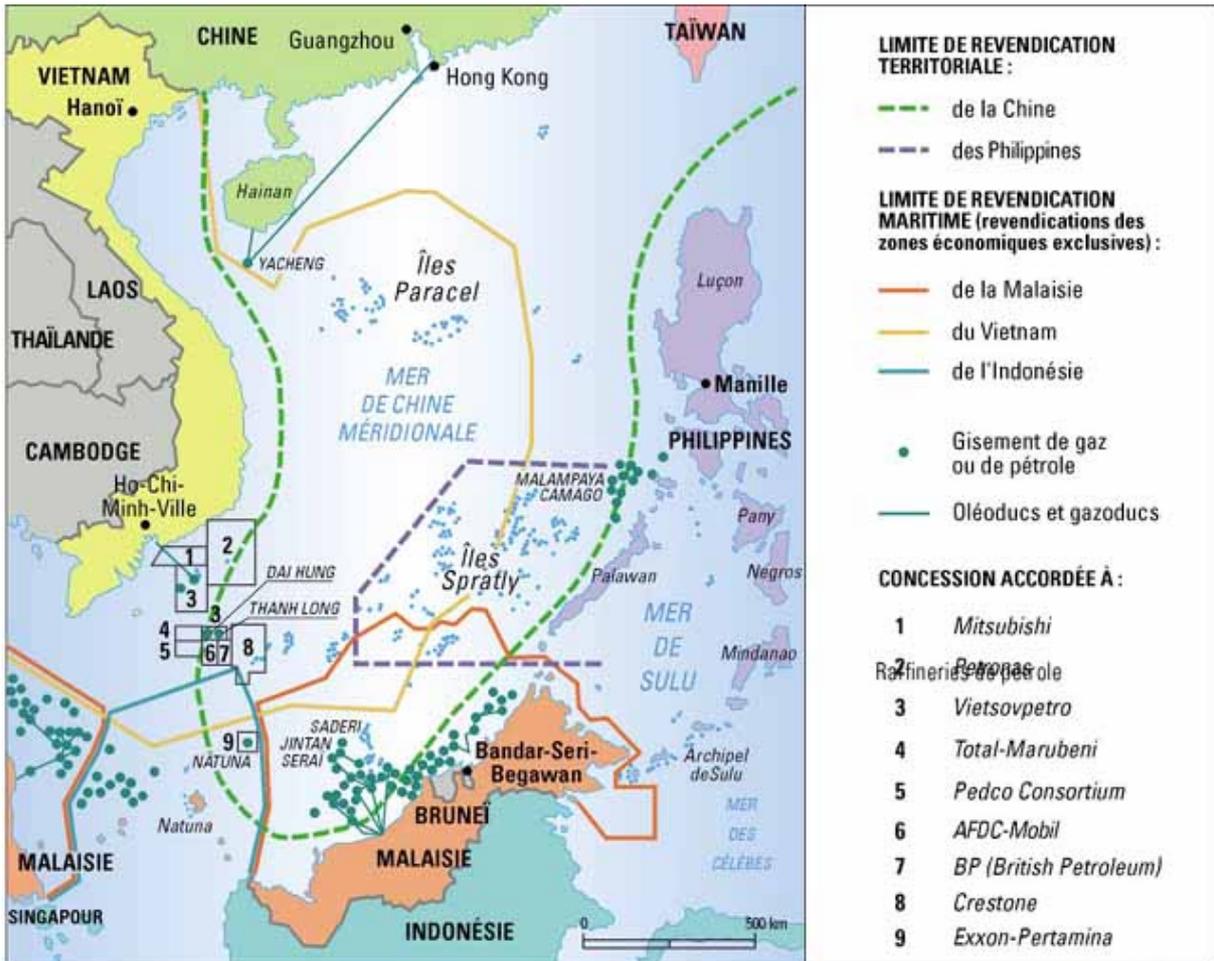
importations nippones, 90 % de son pétrole, 88 % de son charbon, *etc.* Cette région est en permanence sous tension.

**Les relations bilatérales les plus importantes pour le XXI<sup>ème</sup> siècle seront celles qui prévaudront entre la Chine et les Etats-Unis et se structureront notamment autour de cette région.** Cette relation sera probablement faite de coopération et de rivalité mais toujours de suspicion. **La Chine** ne renonce pas à laver les humiliations passées et **se doit de prouver qu'elle est désormais un pays auquel on ne dicte plus sa loi**, si bien qu'aujourd'hui elle est le seul pays qui, à défaut d'égaliser la puissance américaine, peut aspirer à opposer à Washington une vision globale du monde qui soit concurrente.

**Les USA doivent envisager comme probable la percée en Asie d'une Chine visant la suprématie régionale et poursuivant, au-delà, une ambition planétaire sur le long terme.** A ce stade marqué par la fluidité des relations internationales, des crises sont prévisibles pour autant que les deux puissances veulent conquérir, pour l'une, conserver, pour l'autre, la prédominance en Asie orientale. Néanmoins ces crises seront contenues du fait de la dépendance réciproque en passe de s'installer entre ces deux puissances. Pour le moment, elles s'observent et se mesurent. **La Chine aspire à diffuser l'image d'une puissance « sage et raisonnable », voire pacifique.**

**En Mer de Chine du Sud**, la fin de la guerre froide a créé un vide stratégique dont Pékin entend bien profiter d'où de nombreuses revendications sur les îles Spratleys, l'opposant ainsi au Vietnam, aux Philippines, à Singapour, à la Malaisie, au Japon *etc.* Ces îles ont un rôle géopolitique majeur pour le contrôle de la route maritime reliant l'Extrême-Orient au reste du monde et sont le lieu idéal aussi bien pour l'écoute des bateaux qui traversent la mer de Chine que pour abriter des techniques de guidage. Les perspectives pétrolières (équivalent de 1000 milliards de dollars) et la pêche nourrissent également les ambitions chinoises.







La perspective chinoise sur le monde a évolué. La perception dominante aujourd'hui est d'être « devenue une grande puissance politique se plaçant, dans cette perspective, sur le même plan que l'Amérique, l'Europe, la Russie et le Japon ».



Néanmoins, encore insuffisamment développée, elle a besoin de paix et de stabilité pour poursuivre sa croissance économique d'où sa prudence car elle s'estime, pour l'instant, trop faible. **Le traditionnel principe de la recherche de la paix aux frontières, cher aux empereurs chinois, est réactualisé.** Pékin prône, à l'intérieur comme à l'extérieur de ses frontières, l'harmonie et la résolution pacifique des différends. Selon Jean Pierre Cabestan, depuis 2001, Pékin a adopté un discours international plus modéré, voire consensuel et a développé des actions plus constructives afin d'apparaître non pas en tant que force d'opposition mais en tant que **force de proposition**, contribuant à aplanir et à réduire les graves tensions qui secouent le monde, mettant en avant des solutions qu'elle considère comme « gagnant-gagnant ».

Suivant cette orientation, Pékin pratique une espèce d'autolimitation, **stratégie du faible au fort, mettant le temps de son côté.** C'est ainsi qu'elle préfère, sans dissimuler sa volonté de puissance, ancrer pour l'instant ses relations extérieures dans la multilatéralité, en entrant à l'OMC, en suggérant sa capacité à occuper un « siège » au sein d'un G8 élargi et en encourageant des politiques d'intégration régionales. Cette stratégie est conceptualisée par la théorie de **la « montée en puissance pacifique » (peaceful rise).**

**En effet, le gouvernement chinois a fait de la multipolarité ou plus précisément de la multipolarisation (« duojihua ») une priorité au sein de sa politique étrangère, son obsession étant d'éviter de se retrouver isolé sur une problématique internationale majeure.** « Destinée à battre en brèche ce que Pékin perçoit comme la domination de l'hégémonisme américain dans les relations internationales, ce discours a eu pour traduction diplomatico-stratégique le soutien de toutes les initiatives qui pourraient favoriser cet affaiblissement. Ainsi la constitution de nouveaux pôles indépendants, nationaux ou multinationaux (UE, ASEAN, UA, MERCOSUR etc.) est ouvertement appuyée par la Chine ». Néanmoins, conformément à ses intérêts stratégiques, pékin se montre plus favorable à l'émergence de pôles qui ne risquent pas de lui faire ombre (Brésil, Afrique du Sud, Iran) que de pôles en mesure de relativiser son influence régionale (Japon et Inde).

Depuis 1997, forte du succès avec lequel le pays a traversé la crise financière asiatique, **Beijing a opéré une réorientation de sa politique étrangère en mettant en avant le soft power** (puissance souple). Cette politique s'appuie sur des orientations diplomatiques prônant l'ouverture, la mise en valeur culturelle et l'attrait économique, autant d'instruments ayant pour vocation de séduire et de convaincre des capacités de leadership de la Chine. Dans ce cadre, à titre illustratif, Pékin a mis en place un vaste programme de formation linguistique en envoyant plus de 2000 instructeurs de Mandarin à travers le monde, a renouvelé son corps diplomatique avec de jeunes officiers et augmenté significativement son aide au développement ainsi que ses capacités de diplomatie publique.

En effet, **l'option prioritaire pour les autorités chinoises est d'assurer le développement économique du pays.** Deux objectifs sont annoncés officiellement : doubler le PIB entre 2000 et 2010, le quadrupler à l'horizon 2020 et atteindre le cap des 3000 dollars par habitant. Si ces objectifs sont réalisés, la Chine sera la seconde puissance économique en 2016.



### III- Grands axes influençant la future géopolitique chinoise

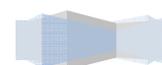
L'espace chinois, immense, ne saurait être parfaitement sécurisé par le seul gouvernement central chinois. Le fait même que la Chine accélère sa croissance économique fragilise de manière accrue cet espace. De ces deux remarques, se dégage **une tendance qui gouvernera la géopolitique chinoise : la Chine ne veut pas et ne peut pas se permettre d'ouvrir un front vers l'extérieur, révélant ainsi ses faiblesses et ses capacités réelles**. Pour assurer son développement économique et sa transition vers l'économie de marché tout en maintenant sa cohésion, elle a **besoin d'un environnement stable et pacifié**.

Pragmatique, « l'Empire du Milieu », sécurisera ses marches et veillera à diviser ses adversaires potentiels, afin de se constituer en acteur régional incontournable apte à défendre ses intérêts stratégiques prioritaires (Mer de Chine du Sud, Asie Centrale, Sibérie, Pacifique etc.). La Chine poursuivra deux objectifs indissociables : « rétablir son magistère régional et, s'appuyant sur cette assise régionale, consolider progressivement sa puissance mondiale ». Pour les stratèges chinois, il s'agit **d'adopter temporairement un profil bas tout en maintenant une équidistance et une mobilité tactique par rapport aux grandes puissances**.

« Toute guerre conventionnelle viendrait déranger les projets chinois. **Un conflit en Asie orientale, même localisé, arrangerait l'adversaire de la Chine et empêcherait celle-ci, quelle qu'en soit l'issue, de s'installer dans le monde pour devenir incontournable**. Lorsque l'armée qu'elle construit actuellement, sur le modèle de celle des Etats-Unis, sera au même niveau que celle des Américains, il sera temps de rediscuter de la direction du vent. En attendant, comme on dit à Hong Kong **« Si tu ne peux mordre, ne montre pas tes dents »** ».

« **Selon Sun Tzu**, grand stratège chinois du IV<sup>e</sup> siècle avant notre ère (livre : L'art de la guerre) : « Pour « vaincre », **pour gagner une guerre, il s'agit de ne pas la faire** et, si possible, d'en mener en réalité une autre, dissimulée et farouchement niée. L'art est de mener dans le brouillard l'adversaire au point où, à la limite du déclenchement du conflit, il s'aperçoit que le combat est devenu inutile parce qu'il a déjà perdu. Le vrai stratège construit sa politique (car c'est de politique qu'il s'agit, au plus pur sens du terme) **par tous les moyens**, en fonction du traité qu'il imposera à son adversaire, en lui laissant la « face sauve » et même en allant jusqu'à lui représenter qu'il y trouve son compte ».

La Chine aspire incontestablement à retrouver dans le monde la place qui était la sienne, celle que lui confèrent sa démographie, son territoire, la profondeur et la richesse de son histoire et de sa culture millénaire et l'ingéniosité de son peuple. Pour l'instant, trop faible, Pékin n'a pas intérêt à ouvrir un front militaire qui porterait atteinte à son formidable essor économique : « usine du monde », **la Chine s'évertue à poursuivre son ascension économique afin de se positionner au cœur de la mondialisation**. Cependant, cette orientation ne l'empêche pas de tracer progressivement les limites qu'elle souhaite ne pas voir franchies.



Jean François Susbielle écrit : « l'Asie a connu deux peuples expansionnistes et belliqueux, les Mongols d'abord au III<sup>e</sup> siècle puis au XIII<sup>e</sup> siècle, les Japonais ensuite de 1898 à 1945. Ce ne fut jamais le cas de la Chine qui, sous les Ming, aurait pu coloniser le monde à la place des Européens si elle n'avait décidé de se réfugier derrière sa grande Muraille. La Chine s'est contenté de vassaliser les marches de son empire, du Tibet au Turkestan oriental en passant par la Mongolie intérieure et la Mandchourie. Est-ce pour autant un gage de paix perpétuelle ? Car nous ne parlons plus de la même Chine. Celle du XVIII<sup>e</sup> siècle était agricole, autosuffisante et ne dépendait que de ses trois bassins fluviaux pour l'irrigation de ses champs. La Chine du XXI<sup>e</sup> siècle est industrielle, sa croissance dépend des exportations et des marchés extérieurs et son développement est tributaire des importations de pétrole et de matières premières. **La Chine a toujours vassalisé son voisinage. Mais aujourd'hui, le voisinage de la Chine, c'est le monde** ».

Jean-François Susbielle, « **Chine-USA, la guerre programmée, First edition, 2006** », poursuit : « la formidable redistribution des cartes qui commence à s'opérer sous nos yeux est source de rivalités nouvelles qui ne pourront se résoudre que par une succession de conflits pour la domination du territoire. Comme dans la haute antiquité chinoise, le monde serait partagé entre « **sept royaumes combattants** » s'affrontant pour la suprématie régionale et mondiale. Ces sept royaumes sont les USA, la Chine, l'Inde, la Russie, le Japon, le Brésil et l'Europe.

La dernière Quadrennial Defense Review du Pentagone (février 2006) souligne (déjà) **la menace que constitue un renforcement des capacités militaires chinoises qui « mettent l'équilibre régional des forces en danger » (budget militaire s'élevant officiellement à 40 milliards de dollars)**. Ce rapport réaffirme à plusieurs reprises la doctrine américaine qui est « pour la Chine de constituer un partenaire économique responsable et une force pour le Bien dans le monde ». Il recommande néanmoins que les USA développent des systèmes d'armes « lui donnant l'avantage dans de longues opérations se déroulant à longue distance et dans un contexte hostile ». Il préconise en particulier de doubler le nombre de sous-marins d'attaque, et « il s'agit évidemment là de tout autre chose que de guerre contre des terroristes ».

Jean-François Susbielle ajoute : « **c'est en menant une guerre « préemptive » contre la « terreur » que les USA conduisent tranquillement une guerre « préventive » contre une menace chinoise autrement plus terrible**. C'est en poursuivant un islamisme radical humilié avec constance pour en faire un méchant présentable, que les USA mettent en place le dispositif militaire et stratégique nécessaire à l'affrontement inévitable avec la Chine. La faiblesse, pour ne pas dire l'inexistence des forces stratégiques chinoises (15 à 20 missiles nucléaires intercontinentaux), rend impossible la coexistence pacifique entre les deux pays, à l'image de celle qui s'était établie avec l'URSS et qui était basée sur la doctrine de la destruction mutuelle assurée. Sans l'équilibre de la terreur, la paix n'est pas une option pour le Pentagone. Le temps ne joue pas en faveur des USA. **L'installation de bases militaires permanentes au pourtour de la Chine et les initiatives géopolitiques américaines à l'égard du Moyen-Orient s'inscrivent dans les préparatifs d'une logistique de guerre contre Pékin. Les USA et la Chine ont bientôt rendez-vous avec l'histoire** ».



**Au cours du « hearing sénatorial » de Robert Gates lors de sa prise de fonction, ce dernier a mis l'accent sur la montée en puissance de la Chine,** insistant « tant sur ses actions de renseignement économique et militaire que sur une série d'actions de cyber-guerre.

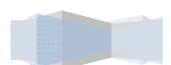
En décembre 2006, le site internet du Naval War College américain sera mis hors ligne, le ministère américain du commerce subissant des attaques semblables en septembre 2006.

**Parallèlement, une récente étude de la Rand Corporation** vient d'indiquer que, dans le cadre d'une guerre conventionnelle, la Chine serait en mesure de vaincre les USA par l'emploi combiné de stratégies d'interdiction d'accès. Pékin pourrait faire pression sur le Japon afin que les USA ne puissent utiliser les bases de l'archipel, tandis que la montée en puissance de la marine chinoise serait de nature à remettre en cause la puissance navale US. Parallèlement, les forces chinoises conduiraient une Strategic Information Warfare contre les systèmes informatiques américains par le développement d'unités de combat visant à infecter les réseaux informatiques US tout en protégeant les siens. Gagnant l'initiative, Pékin placerait les USA dans une configuration où ils devraient combattre sur de très longues distances limitant leur puissance de feu.

**Patients, les chinois comptent sur le temps afin d'atteindre le seuil de parité de puissance vers 2030. Le risque est grand de voir naître un nouvel antagonisme bipolaire, risque amplifié par l'asymétrie dont saura jouer le dragon chinois, refusant autant par culture stratégique que faute de moyens identiques d'affronter l'aigle américain à armes égales. Schématiquement, l'objectif poursuivi est de permettre à l'armée chinoise de l'emporter dans une guerre locale mais moderne.**

## *Grands axes d'avenir*

- **Intérêt croissant pour l'Asie Centrale, matérialisant un retour vers la logique d'une puissance continentale et la volonté de renforcer son assise régionale** : résistance à l'implantation US, lutte contre le terrorisme et le séparatisme Ouighours, politique de bon voisinage afin de sécuriser son approvisionnement en pétrole et en gaz (tentative chinoise de projection vers la mer Caspienne) mais réalisme chinois, la Chine n'exporte plus la révolution, elle est trop absorbée à assimiler la révolution libérale. De plus les USA n'ont aucun intérêt à entrer dans un conflit dans lequel la Chine serait partie prenante, car ce conflit deviendrait ingérable. **Il est fort probable que se dessine dans les années à venir une espèce de coexistence pacifique entre ces deux Etats.** Tout dépendra de la convergence des intérêts économiques mutuels. Le sommet russo-chinois tenu à Moscou le 2 juillet 2005 (déclaration sur l'ordre international du XXI siècle) a jeté les bases d'un partenariat stratégique entre la Chine et la Russie ayant pour objectif central de contrer la percée américaine dans la région par l'affirmation de la non ingérence dans les affaires intérieures et le respect de la souverainetés des Etats d'Asie Centrale (mettre l'accent sur leur opposition aux « révolutions de velours »). Ce rapprochement se matérialise également par une relance de l'OCS (Organisation de Coopération de Shanghai) en incluant depuis 2005 l'Inde, le



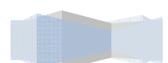
Pakistan et l'Iran comme observateurs et en exigeant la fermeture à terme des bases US en Asie Centrale (Déclaration d'Astana du 5 juillet 2005).

Un autre scénario est envisageable : se sentant menacée, la Chine se radicalise face à la poussée américaine et apparaît un nouveau « Grand Jeu » entraînant dans son sillon la Turquie, l'Inde et la Russie ;

- Réaliser la réunification avec Taiwan (Formose signifiant l'île magnifique) sur un mode pacifique**, la Chine n'ayant aucun intérêt à se lancer dans une offensive militaire à l'issue incertaine, ses dirigeants étant convaincus que tout aventurisme militaire, fût-il lancé par une grande puissance, ne mène nulle part : l'enlisement américain en Irak conforte ce raisonnement. En effet, **assurer son développement économique, sécuriser sa périphérie et ses voies d'approvisionnement et moderniser son potentiel militaire, notamment naval, balistique et de projection de puissance, semblent être les priorités de Pékin**. La visite historique en Avril 2005 du président du Kuomintang, désormais dans l'opposition, s'inscrit dans cette logique d'apaisement.



Néanmoins, **à la faveur d'un catalyseur, le scénario d'une fuite en avant chinoise ne doit pas être écarté**. En effet, l'adoption d'une loi anti-sécession (14 mars 2005) visant sans ambiguïté Taiwan témoigne d'une certaine radicalisation chinoise et de la ferme volonté de récupérer « la province rebelle ». Cette loi autorise sans aucune ambiguïté la Chine à intervenir militairement si Taiwan se « dirige de façon évidente vers l'indépendance ou si elle la proclame ».



Selon de nombreux analystes, le rapport des forces dans le détroit risque de s'inverser d'ici 2008-2010 (capacité à envahir contre capacité à repousser et à résister), date coïncidant avec le référendum souhaité par le nouveau président Taiwanais Chen Shui-bian en vue d'une réforme constitutionnelle en 2008.

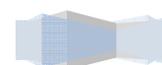
Ce calendrier rejoint celui de l'opposition de Hong Kong qui exige des élections directes en 2007 pour le poste de « Chief Executive » du territoire et en 2008 pour le Conseil législatif. Dans la logique d'une action préventive chinoise destinée à faire avorter le fait accompli taiwanais, trois préalables s'imposent : la sympathie d'une puissance en mesure de constituer une caution solide, la levée de l'embargo sur les armes et l'admission de plus en plus large de la thèse d'une seule Chine et de Taiwan province chinoise. L'Europe est en voie d'endosser ces trois préalables. La Russie, face à l'avancée spectaculaire de l'OTAN et aux différentes révolutions de velours qui secouent son espace d'influence traditionnel, pourrait être tentée par une alliance de revers avec le régime chinois afin de relativiser l'implantation américaine en Eurasie. Des germes sont déjà présents et matérialisés par l'annonce conjointe (sino-russe) de l'établissement d'un plan d'action destiné à renforcer à l'horizon 2008 le « partenariat stratégique ».

Ce scénario, vraisemblable en 2007, pourrait se matérialiser à tout moment après un éventuel coup d'éclat taiwanais en 2008.

Par ailleurs, selon certains analystes, la réunification selon le modèle de Hong Kong, « un pays, deux systèmes », préconisé par Pékin reste peu probable car Taiwan s'est forgé au fil des siècles **une identité singulière, voire antagoniste sur certains points vis-à-vis de la Chine**. Comme le souligne Pierre Baillet, « le peuple taiwanais est constitué à l'origine de Chinois qui tentèrent de se soustraire, voilà près de 4 siècles, à l'Empire en bravant l'interdit de quitter le continent auquel ils étaient assujettis ». « Le totalitarisme chinois fut toujours le repoussoir contre lequel se constituèrent les prémices de l'identité taiwanaise ». En construisant aujourd'hui une démocratie crédible, le peuple taiwanais est parvenu à consolider cette identité nationale. Un véritable clivage culturel, économique et politique s'est installé entre l'île rebelle et le continent.

La stabilité dans le détroit de Formose représentant une situation d'intérêt militaire et stratégique, il est essentiel de s'interroger sur l'éventualité d'un conflit entre la Chine et Taiwan en l'inscrivant dans une approche systémique incluant une dimension prospective et anticipatrice.

- **Garantir son approvisionnement énergétique** par le déploiement d'une diplomatie pragmatique, voire opportuniste : réseaux d'alliances et de contre alliances. Pékin poursuivra sa politique visant à sécuriser sa dépendance économique et énergétique extérieure croissante par la mise en place, à travers l'investissement et le commerce, d'un réseau toujours plus dense de liens de coopération avec les pays du Moyen-Orient, d'Afrique et d'Amérique Latine. **Dans ces régions jugées stratégiques, Pékin ancre son action en s'appuyant sur un certain nombre de partenaires privilégiés, de pôles, choisis en raison de leur poids régional, de leurs ressources énergétiques et minérales ou des deux. Ainsi, au Moyen-Orient, la Chine entretient d'étroites relations à la fois avec l'Arabie Saoudite et l'Iran, qui lui fournissent une grande partie de**

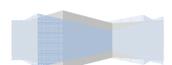


son pétrole, avec l’Egypte, qui lui donne accès à l’ensemble du monde arabe, et avec Israël avec lequel elle a développé une coopération militaire qui inquiète fortement les USA (ces derniers cherchent à la contenir); Parallèlement, modernisation significative de sa marine afin de contrôler les routes maritimes assurant son approvisionnement (sécuriser la route maritime vitale reliant les champs pétrolifères du Golf Persique à Shanghai en passant par le détroit d’Ormuz, le détroit de Malacca et le détroit de Formose, zone caractérisée par une forte présence des marines américaines et britanniques). En effet, devenue « l’usine du monde », la Chine importe aujourd’hui environ 30% de son pétrole. En 2025, Pékin selon les estimations de l’Agence pour l’Energie importera 85% de son pétrole. **L’équation énergétique chinoise place la Chine en situation « d’état d’urgence » en matière d’approvisionnement énergétique ;**

- **Rapprochement sensible avec l’UE** afin de relativiser l’hégémonie américaine et d’obtenir la levée de l’embargo sur les armes (transferts de technologies modernes) ;
- **Probable consolidation de son influence sur les pays de l’ASEAN :** partenaires historiques, ces derniers sont perçus par la Chine comme « ses annexes naturelles ». Pékin considère l’Asie du sud-est comme « sa » région, son arrière-pays. **Le « Nanyang » ou mer du sud constitue une sphère d’influence traditionnelle, une aire d’expansion de la puissance chinoise et un lieu de « domination naturel ».**

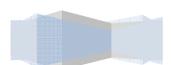
**Ce « lac » du sud** revêt une importance géopolitique centrale pour la Chine : débouché pour ses exportations, réserve de matières premières (notamment pétrole), zone stratégique car contrôlant par ses détroits, ses archipels et ses péninsules les routes maritimes d’approvisionnement (où le libre transit des marchandises est vital pour la pérennité du commerce chinois) de la Chine (détroit de Malacca), présence d’une importante diaspora chinoise etc.

Interdépendance économique croissante, suspicion, méfiance et rivalités territoriales (du fait des liens historiques) caractérisent les relations entre la Chine et ce théâtre. L’échec du premier sommet réunissant en décembre 2006 la quasi-totalité des pays de l’Asie de l’Est à Kuala Lumpur a souligné les profondes divergences qui animent ce champ géopolitique regroupant 3 milliards d’individus (rivalité sino-japonaise, ambitions chinoises et faiblesse institutionnelle de l’ASEAN). **A moyen terme, sauf fuite en avant chinoise, il nous semble que la Chine consolidera son influence sur cette région en multipliant les échanges économiques et en s’érigeant peu à peu au centre de cet espace afin d’être en mesure à termes de structurer l’Asie de l’Est à son avantage.** Sa capacité de nuisance au sein de l’ASEAN+3 (ASEAN + Chine, Japon et Corée du Sud), la signature d’un traité d’amitié et de coopération avec l’ASEAN à Bali en 2003 suivi en 2004 de la proposition de créer l’ASEAN-China Free Trade Area (ACFTA), plus grande zone de libre échange au monde à l’horizon 2013, vont en ce sens. Par ailleurs, proposé en 2002, un accord de libre échange (la Chine accepte de négocier collectivement et non plus sur des bases

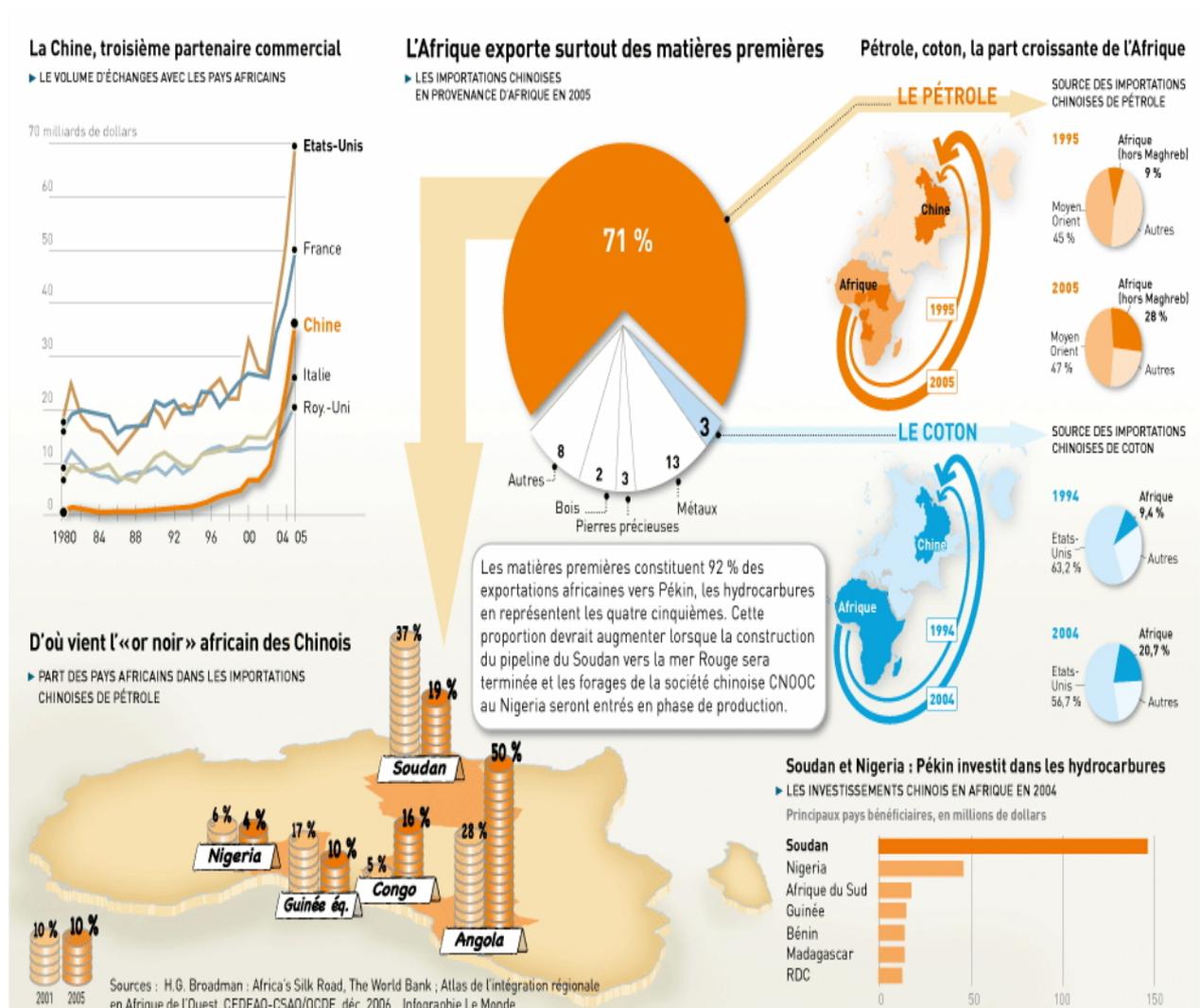


bilatérales) avec l'ASEAN a été signé en 2004 (prenant le Japon de vitesse) hissant la Chine au rang de second partenaire économique avec un montant des échanges qui s'élève à 120 milliards de dollars en 2005, soit 40% de plus qu'en 2002.

- **Projection possible en Sibérie** orientale matérialisée déjà par l'afflux massif d'immigrants et de produits chinois, réveillant en quelque sorte en Russie le vieux fantasme du « péril jaune ». Certes, la Mongolie continue de jouer son rôle de tampon. Cependant, seule la grande faiblesse de la Russie lui interdit de relever le défi chinois, mais qu'advierait-il face à un retour de puissance russe (Ours contre Dragon) ;
- **Sollicitation de la Chine pour faire partie de la nouvelle hiérarchie mondiale**, notamment par une entrée au sein du « club » des puissants : le G8 devenant un G9. C'est probablement dans ce cadre que se matérialiseront les véritables ambitions chinoises. En effet, « la nouvelle direction du monde » ne doit plus connaître de choc aussi dangereux et déstabilisant que celui qu'elle vient de connaître avec la crise irakienne de 2003 : le véritable « chantier international » est ouvert.
- **Affirmation d'une stratégie de projection planétaire, notamment par le biais de l'intensification de ses relations avec l'Amérique Latine et l'Afrique.**

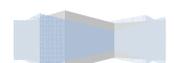


## IV- La percée géopolitique de la Chine en Afrique



**La Chine déploie une diplomatie, notamment commerciale, très active à l'égard du continent africain, bousculant et redessinant peu à peu la carte des influences traditionnelles « occidentales » sur fond de lutte pour le contrôle des gisements pétroliers avérés ou potentiels.** « Chinois et Indiens misent sur les relations anciennes avec l'Afrique et la solidarité sud-sud, réaffirmée notamment en avril 2005 à Jakarta, à l'occasion du cinquième anniversaire du Sommet afro-asiatique de Bandung et au Sommet de Doha en juin 2005, regroupant les pays en développement (G77) et la Chine »<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Pour de plus amples détails, consulter le dossier de la revue Afrique-Asie, Février 2006, p10.



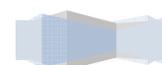
Plus spécifiquement, la coopération sino-africaine sera probablement renforcée par la mise en œuvre du « Nouveau Partenariat Stratégique Afrique-Asie » proposé par le président chinois Hu Jintao à Jakarta en 2005 et dont les principes directeurs ont été réitérés lors du dernier sommet Chine-Afrique tenu du 3 au 5 novembre 2006. Lors de l'ouverture du sommet, le président chinois a estimé de manière imagée que la coopération entre les deux partenaires allait évoluer « du passé glorieux à un futur lumineux ».

Historiquement, l'un des projets phares de la coopération sino-africaine et qui a bénéficié d'un large écho en Afrique par une forte sensibilisation des populations, est le chemin de fer Tanzanie-Zambie, **le célèbre « chemin de la liberté » (TAZARA, 1976)** qui fonctionne depuis 30 ans et qui permettait de contourner les positions racistes de l'Afrique du Sud qui rendait impossible l'exportation de cuivre de Zambie. La construction de ce chemin de fer permit à ces deux pays enclavés, grâce à l'assistance chinoise, de s'affranchir de leur situation de dépendance politique et de développer leur économie sur la base d'une assistance sud-sud.

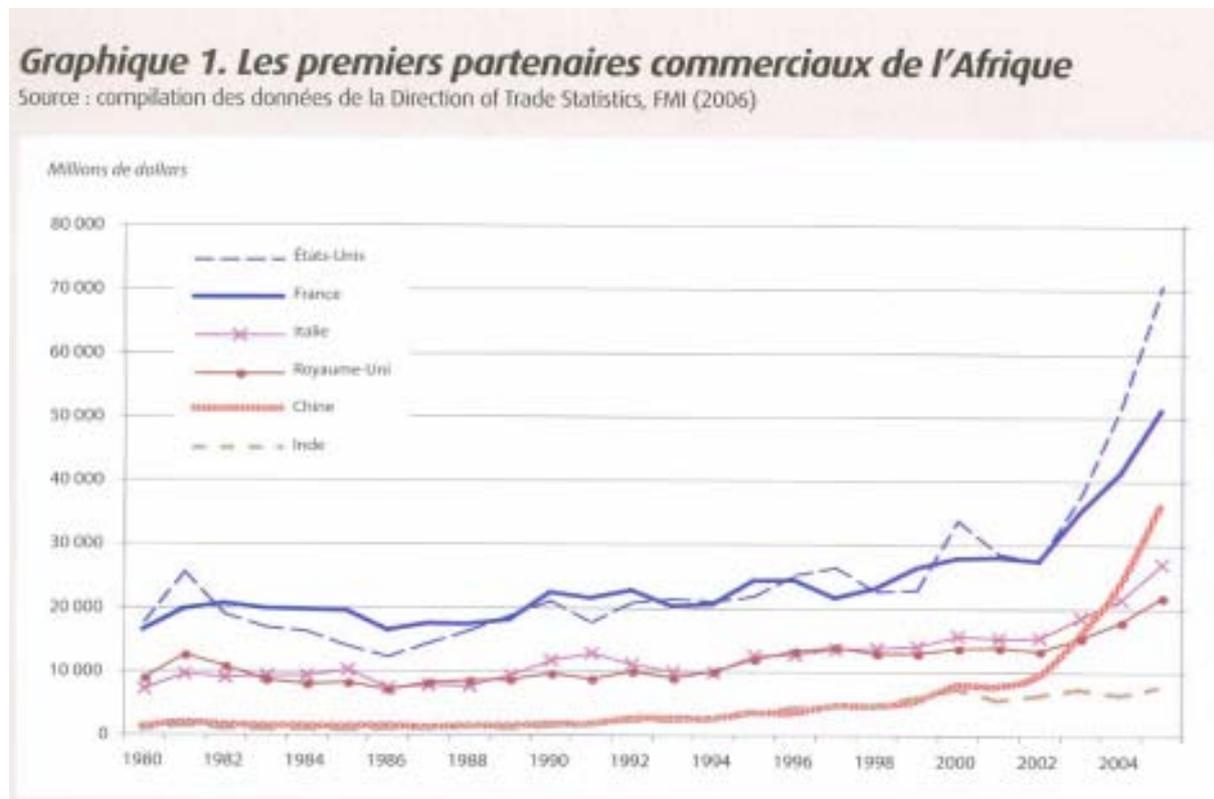


Suite à une période de relatif repli, entre le début des années 1980 et le milieu des années 1990, **Pékin réinvestit massivement le continent africain et le Maghreb en s'appuyant sur la rhétorique tiers-mondiste de lutte contre « tous les impérialismes »**. 130.000 Chinois seraient actuellement installés en Afrique, essentiellement au Zimbabwe, au Nigeria, en Angola, au Soudan et en République de Guinée. 800 entreprises chinoises investissent dans 43 pays africains réalisant ainsi 900 projets d'infrastructures. 31 pays ont vu leur dette envers la Chine annulée pour une valeur d'environ 1,33 milliard de dollars.

**En 5 ans, entre 2001 et 2006, les échanges commerciaux entre la Chine et l'Afrique ont été multipliés par 5 en valeur, dépassant les 50 milliards de dollars en 2006.** Ses échanges avec le continent ont augmenté considérablement : ils ont été multipliés par 50 entre 1980 et 2005 hissant la Chine au rang de troisième partenaire commercial



de l'Afrique derrière les USA et la France (tout en continuant à ne représenter que 2,5 % du commerce extérieur chinois).

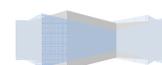


**Parallèlement aux échanges commerciaux avec l'Afrique, les Chinois ont relancé une offensive diplomatique empreinte d'efficacité et de pragmatisme, proposant une forme de coopération économique et culturelle qui tranche nettement avec le passé.** Pékin propose aux Africains conseil, assistance, construction d'infrastructures, développement de relations diplomatiques et culturelles, bourse en Chine pour les étudiants africains. Dans le domaine des échanges culturels, les Chinois ont inauguré en décembre 2005 à Nairobi le premier Institut Confucius d'Afrique comparable à l'Alliance française doublé d'un partenariat efficace entre l'université de Nairobi et l'université de Tianjin (promotion d'échanges éducatifs et de la culture chinoise). Dans le domaine médiatique, la Chine a installé le 20 janvier 2006 sa première structure de diffusion FM en territoire africain. La RCI (Radio Chine Internationale) a également choisi d'inaugurer sa première rédaction extérieure au Kenya.

Cette stratégie de positionnement « offensif » en Afrique répond à plusieurs préoccupations chinoises :

- **Diversifier et multiplier ses sources d'approvisionnement** en pétrole et en matières premières jugées stratégiques ;

**La diversification des fournisseurs est devenue une priorité compte tenu de l'augmentation de la consommation chinoise et de la raréfaction des réserves de ses fournisseurs traditionnels (ex : Indonésie).** Ce facteur est aggravé par l'augmentation du degré de dépendance de puissances rivales : USA, UE, Inde, Japon etc.

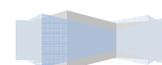


La Chine est le troisième importateur mondial de pétrole. En effet si l'objectif de maintien de la croissance économique annuelle à 7,2 % à l'horizon 2020 est atteint, la demande énergétique va croître proportionnellement d'au moins 200 % atteignant pour le pétrole l'équivalent de la consommation actuelle des USA.

**Les experts de l'Energy Information Administration ont calculé qu'entre 2003 et 2030, le monde augmentera en moyenne sa consommation d'énergie de 1% par an, là où l'Asie, entraînée par le développement de l'économie chinoise, augmentera annuellement la sienne de 3,7%.** L'économie chinoise fonctionnant à flux tendu sur le plan de ses approvisionnements énergétiques, ses stocks de pétrole ne dépassant guère une semaine de consommation, les risques encourus par les marchés mondiaux se multiplient tout en amenant les stratégies chinois à déployer des efforts considérables afin de diversifier leurs sources d'approvisionnement. **Face à ce stress énergétique, Pékin a mis en place une nouvelle diplomatie « dite du sortir » (« zouchuqu ») :** cette politique revient « à une participation dans l'amont et dans l'aval pétroliers internationaux et à l'acquisition de gisements par le biais de prises de participation. Ceci équivaut à l'établissement de bases pétrolières à l'étranger et permet, en théorie, un meilleur contrôle de l'approvisionnement pétrolier ».

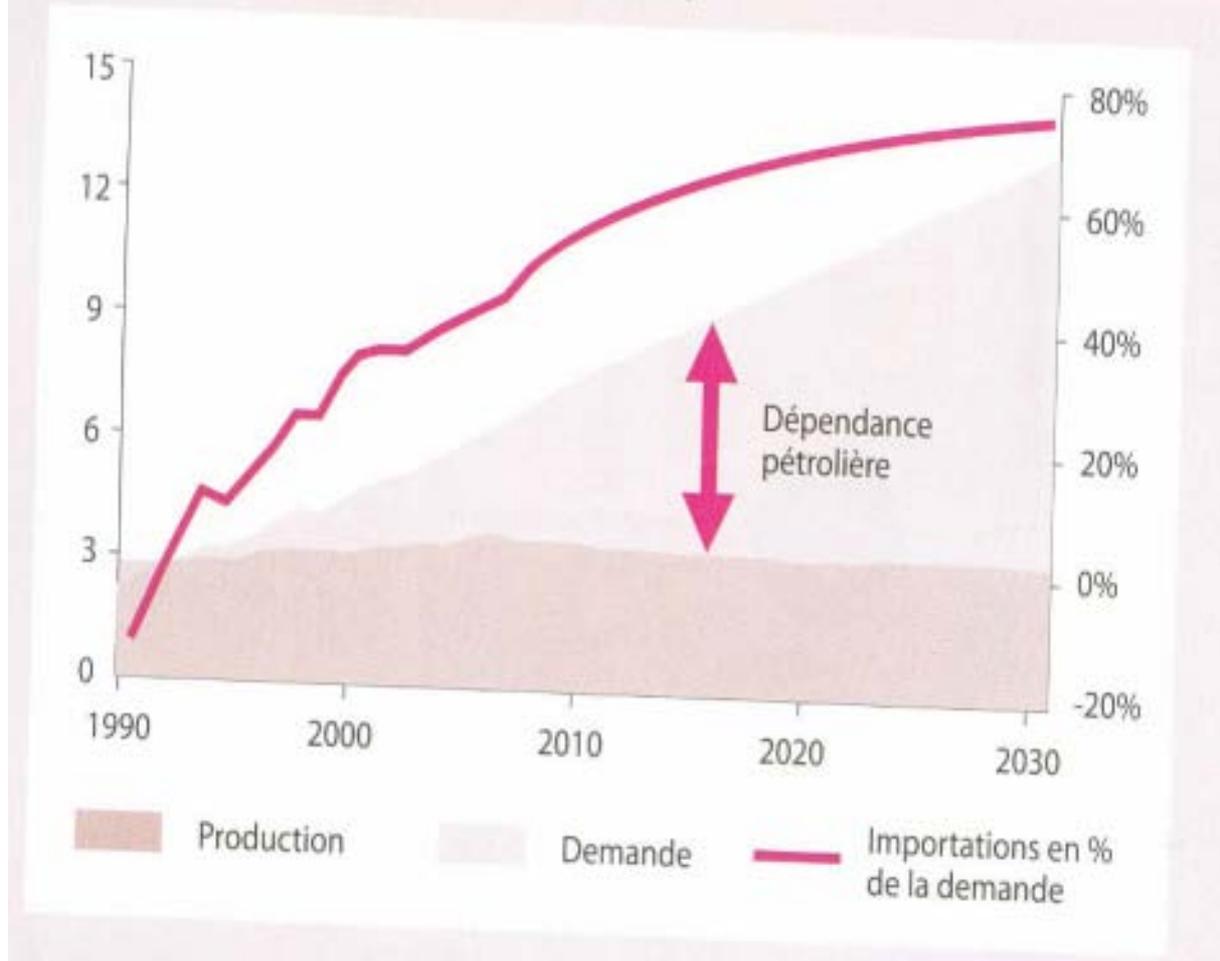
Dans ce contexte, l'Afrique sub-saharienne, comme le Maghreb, est devenue un théâtre hautement convoité, car depuis leur intervention en Irak, les USA ont renforcé leur contrôle sur l'ensemble des pays du Moyen-Orient à l'exception de l'Iran. Recelant 8,9 % des réserves mondiales de pétrole et offrant 11 % de la production mondiale, l'Afrique permet à Pékin de limiter sa dépendance énergétique (**politique dite de déconcentration des risques** : Asie Centrale et Sibérie offrant un contournement du détroit de Malacca jugé vulnérable à une intervention US et Afrique).

Les Chinois sont impliqués dans une cinquantaine de projets pétroliers sur tout le continent. **En 2006, le continent africain représente 25 % de l'approvisionnement chinois en pétrole** (principalement le Soudan (6% du pétrole importé par la Chine provient du site de Muglad), l'Angola (30% des importations pétrolières d'Afrique), l'Algérie et l'Afrique du Sud) contre 15 % au milieu des années 1980.

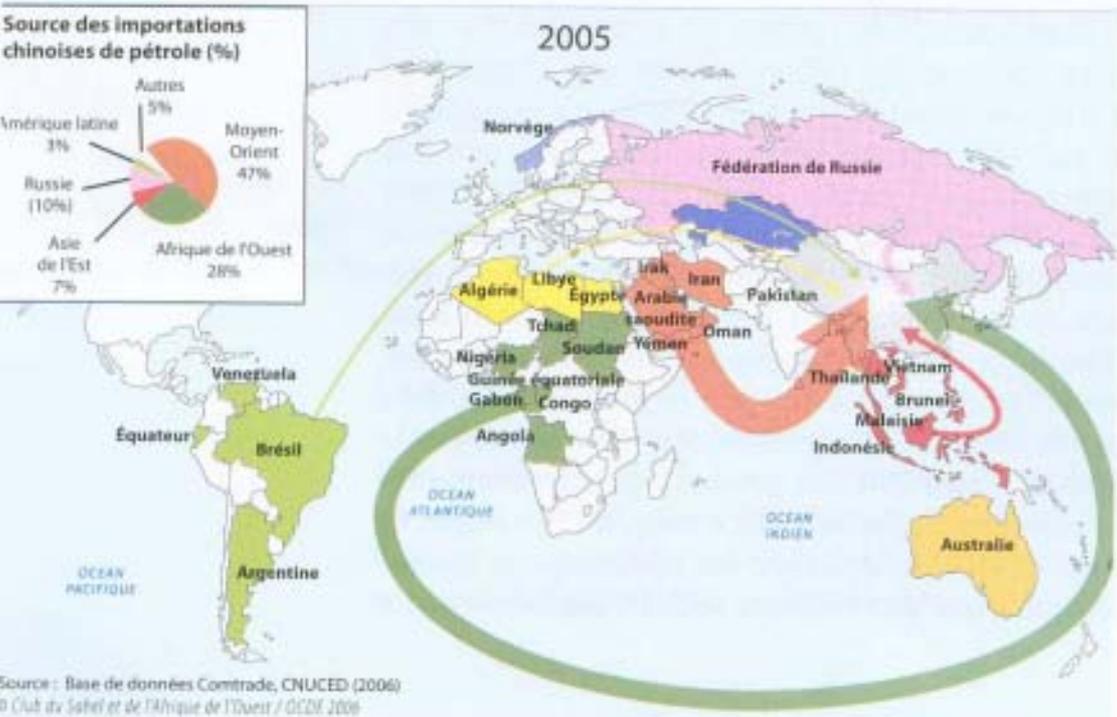
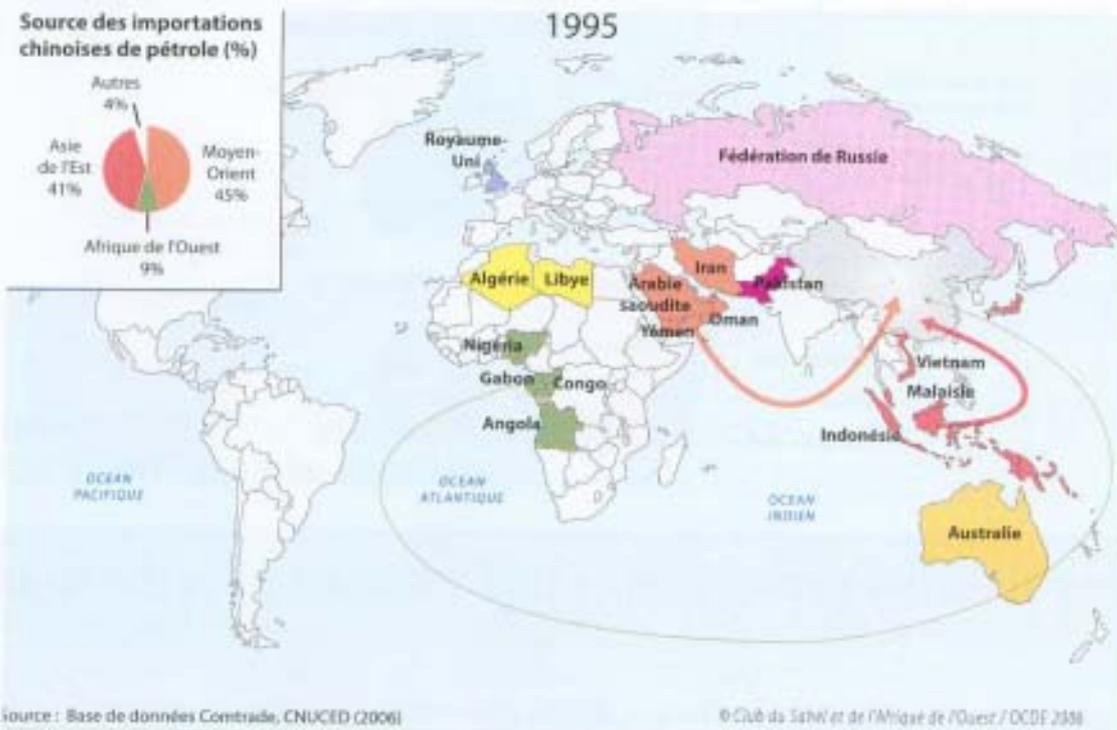


### Graphique 4. La dépendance pétrolière en Chine de 1990 à 2030

Source : Agence Internationale de l'Énergie / OCDE (2004).



### Carte 5. Importations chinoises de pétrole



Au sein du Maghreb, **la Chine pousse peu à peu ses pions, notamment auprès de l'Algérie, du Maroc et de la Libye.** Entre l'Algérie et Pékin, les relations ont toujours été cordiales et elles ne cessent de se renforcer. Pékin a accordé un prêt préférentiel de 48 millions de dollars à l'Algérie en 2004 lors de la visite de Hu Jintao. La CSCEC, N°1 du BTP chinois décroche fréquemment de nombreux contrats publics, comme la construction de l'hôtel Sheraton à Alger, de l'aérogare d'Alger, du centre hospitalier d'Oran ou de logements dans la ville de Rouibia. La SINOPEC a signé un contrat de 420 millions d'euros pour le développement du gisement de Zarzaitine au Sahara. Une raffinerie doit également être construite dans la région d'Adrar à proximité du bassin de Sbaâ. Compte tenu de ses richesses, **l'Algérie est érigée par la Chine en partenaire central et privilégié.**

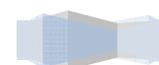
Avec le Maroc, les relations longtemps limitées s'amplifient. Pékin est déjà le cinquième fournisseur du Maroc devant les USA et l'Allemagne. En 2005, de nombreux accords bilatéraux ont été conclus relativement au phosphate. En 2011, la Chine devrait pouvoir importer 750.000 tonnes d'engrais phosphatés. Plus globalement, le Maroc et accessoirement la Tunisie, sont perçus par les autorités chinoises comme des places d'investissement privilégié puisqu'en 2008-2010 devrait entrer en vigueur une zone de libre échange avec l'UE.

**Le positionnement de la Chine au nord du Sahara se traduit également par des répercussions politiques.** « Si l'UE et plus particulièrement la France, constitue le débouché commercial traditionnel de ces pays d'Afrique du Nord, ces derniers voient en la Chine un véritable partenaire alternatif plus conciliant. En effet, Pékin ne présente pas d'exigences politiques particulières, si ce n'est la rupture de tout lien avec Taiwan, à la différence de la France ou des USA.

Par ailleurs, la Chine souhaitant disposer de facilités navales pour ses navires reliant l'Asie à l'Europe, devrait renforcer sa présence en Méditerranée. Plusieurs projets d'aménagement de ports sont à l'étude, notamment en Egypte.

Il convient néanmoins de s'abstenir de tout angélisme. **Le positionnement chinois obéit à des calculs stratégiques sur le long terme.** Aujourd'hui, tous les pays d'Afrique du Nord déplorent un déficit commercial avec la Chine. Par ailleurs, le démantèlement des Accords multifibres (limitant les exportations chinoises vers l'UE) s'est traduit par de profondes répercussions sur l'industrie textile. En effet, les entrepreneurs chinois sont en mesure de proposer des prix 50 à 60% moins chers qu'au Maroc ou en Tunisie.

- **Stratégie de marginalisation diplomatique de Taiwan** sur le continent africain : cette dernière rencontre un succès certain, 5 pays africains sur 53 ne reconnaissant pas Taiwan ;



- **La dimension onusienne** soulignant l'importance du vote africain : la Chine aspire à rallier à ses positions le nombre le plus élevé possible d'Etats africains, ceux-ci représentant un peu plus du tiers des effectifs de l'ONU : vote au sein de la Commission des Droits de l'Homme ; réforme de l'ONU et véritable duel Chine-Japon quant à l'éventuelle entrée du Japon en tant que membre permanent du Conseil de Sécurité ; problématique de la définition des ZEE qui l'oppose toujours à Tokyo en mer de Chine etc.
- **La dimension multipolaire** : la politique africaine de la Chine s'inscrit également dans le cadre plus large d'une stratégie de contournement et d'affaiblissement des puissances occidentales et principalement des USA, « dans une situation internationale décrite à Pékin comme complexe, c'est-à-dire, pour décoder la terminologie officielle, peu favorable aux intérêts chinois ». Dans ce contexte, en dynamisant le dialogue sud-sud et en l'instrumentalisant afin de bien souligner sa spécificité, **la Chine joue de son double statut de pays en développement et de grande puissance.**

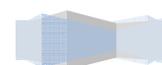
La politique africaine de la Chine veut se distinguer par l'accent officiellement mis sur « le respect des intérêts des pays africains en opposition au modèle néocolonialiste traditionnel ». **Le Livre Blanc sur la politique africaine** de la Chine publié pour la première fois en janvier 2006 précise : « la Chine œuvre à établir et à développer un nouveau type de partenariat stratégique marqué par l'égalité et la confiance mutuelle sur le plan politique, la coopération dans un esprit gagnant-gagnant (Win-Win) sur le plan économique ».

Conformément aux principes généraux de **la coexistence pacifique** réitérés lors du premier **sommet Chine-Afrique** en 2000, il s'agit pour Pékin « de développer les échanges en multipliant les visites de haut niveau qui soulignent l'importance de l'Afrique, d'accroître l'aide chinoise sans condition politique, de pousser la Communauté Internationale à augmenter son soutien et de défendre le rôle de l'Afrique sur la scène internationale ».

Cette stratégie concerne tout particulièrement des Etats marginalisés à qui la Chine offre un partenariat stratégique fondé sur le respect sourcilleux de la non-ingérence, le rejet de toute légitimité morale de l'Occident par la mise en avant du concept de spécificité des valeurs opposé à l'universalisme des principes occidentaux, une assistance militaire et financière etc.

Cette stratégie rencontre un écho auprès de nombreux pays africains, dont certains recèlent un potentiel pétrolier significatif. A titre illustratif : le Soudan, l'Angola, le Nigeria, le Gabon, le Cameroun, le Tchad (nouvelle cible de Pékin) etc. En 2005, Robert Mugabe, président du Zimbabwe s'exprimait en ces termes : **« il nous faut nous tourner vers l'Est, là où le soleil se lève ».**

- **La dimension militaire** : le continent africain, ravagé par des conflits, constitue un marché non négligeable pour l'industrie de l'armement chinoise. Il lui permet de tester un matériel à bas prix et rudimentaire. En effet, « c'est en Afrique que la Chine trouve un marché pour ses avions d'entraînement K8, fournis à la Namibie, au Soudan et



au Zimbabwe. La Chine fournit également des hélicoptères au Mali, à l'Angola et au Ghana, de l'artillerie légère et des véhicules blindés à la quasi-totalité des pays de la région, ainsi que des camions militaires, des uniformes, du matériel de communication etc. **L'offre chinoise colle étroitement aux besoins des forces armées locales.**

- **La visibilité internationale** : l'Afrique constitue un théâtre d'action « idéal » pour la participation de la Chine aux OMP (Opérations de Maintien de la Paix) de l'ONU : Congo, Liberia etc. Au total, 1500 soldats chinois interviennent en Afrique, permettant ainsi à Pékin de développer des formes de coopération militaire ou d'aide à la formation avec des puissances fortement impliquées dans la région comme la France ou le Royaume-Uni.
- **La dimension économique** : la dimension politico-stratégique est complétée par un volet économique diversifié et d'importance croissante. La Chine, avec une population de 1,35 milliard d'habitants, consomme davantage de charbon, d'acier, de ciment et de céréales que les USA et l'UE.

**Je vous livre le dernier article de la lettre « Risques Internationaux », N°87, 15 novembre 2007 soulignant l'amplification de la percée géopolitique de la Chine en Afrique en s'appuyant sur le cas de la RDC :**

#### « CONGO-RDC L'ÉLECTROCHOC DES MÉGA-CONTRATS CHINOIS »

L'annonce de la signature de plusieurs protocoles d'accords entre la Chine et la République Démocratique du Congo, le 17 septembre 2007, a suscité, après un temps d'incrédulité, un véritable électrochoc chez les bailleurs de fonds occidentaux, de Washington à Bruxelles.

Ces accords portent sur \$ 8,5 mds d'investissements dont \$ 6,5 mds dans le secteur des infrastructures et \$ 2 mds dans celui des mines, **dépassant l'enveloppe que compte allouer à toute l'Afrique pour les infrastructures, l'Union Européenne durant la période 2008-2013** (€ 5,6 mns, environ \$ 8 mds). Selon le ministre congolais des Infrastructures, Pierre Lumbi, ces projets seront financés par l'Eximbank chinoise et la Banque Chinoise de Développement. La liste comprend la construction d'une voie ferrée de 3 200 km entre Matadi (Bas-Congo) et Sakania, au Katanga, celle d'une route de 3 200 km entre la capitale de la Province Orientale, Kisangani, et la ville de Kasumbalesa, à la frontière de la Zambie. Une autoroute entre la capitale du Katanga et Kasumbalesa est également inscrite au programme, ainsi que la construction de 31 hôpitaux, de 145 dispensaires, de 5 000 logements sociaux et de deux universités.

**En définitive, les Chinois financent les voies d'évacuation des minerais dont ils recherchent l'accès. \$ 2 mds seront en effet affectés à des joint-ventures dans le secteur minier, au Katanga.** Selon le ministre des mines congolais, Martin Kabwelulu, les contrats en cours entre la Gécamines et d'autres sociétés ne seront pas affectés. Les permis attribués aux Chinois concerneront d'autres concessions et les financements chinois seront remboursés sous la forme de prélèvement par les sociétés chinoises sur les dividendes réalisés par les joint-ventures en question.



La mise en place a commencé. En septembre 2007, une mission de la société Sino Hydro (électricité) et de la China Railway National Company a discuté des projets avec les autorités congolaises.

Simultanément, des pourparlers ont démarré quant à la construction de la centrale de Zongo II (120 MW) au Bas-Congo, entre la Société nationale d'électricité congolaise (SNEL) et la China Machine Building International Cooperation qui a déjà signé un protocole d'accord avec la SNEL pour la construction d'une ligne à haute tension entre Inga et Kinshasa (500 kV), la réhabilitation de la centrale hydro-électrique de Bendera (43 MW), la construction de la centrale hydro-électrique de Wanie Rukula (700 MW) en Province Orientale et celle de Nzilo 2 au Katanga (200 MW).

Le 21 octobre 2007, le gouverneur de l'Équateur, José Makila, a annoncé, pour janvier 2008, le début des travaux de construction d'une ligne à haute tension de 220 kV et longue de 466 km entre la capitale de la province, Mbandaka et celle de la province de Bandundu en vertu d'un protocole d'accord portant sur un montant de \$ 80 mns signé entre les deux gouvernements.

Ces travaux seront financés par la "Nouvelle Société de Bois Yang Shushan" dont la société-mère est située dans la province chinoise de Lianong. Autres projets envisagés par cette société forestière chinoise : la construction d'un barrage hydro-électrique sur la rivière Ruki, d'une centrale solaire à Mbandaka, la remise en état du barrage de Mobayi-Mbongo (28 MW), situé à proximité de Gbadolite et la construction d'une ligne à haute tension menant de ce barrage à Gemena et Libenge via Businga (400 km) et de Businga à Bumba (316 km).

L'engouement de Yang Shushan s'explique par le besoin, à travers ces investissements, de consolider la situation légale de la concession forestière de 180 000 ha qu'elle détient dans la région d'Ingende. Celle-ci a en effet été attribuée après le moratoire de 2002 sur l'attribution de nouvelles concessions et elle est donc susceptible d'être invalidée lors de la revue des contrats en cours, sous les auspices de la Banque Mondiale.

Depuis août, la Minière de Bakwanga (MIBA) négocie un accord de partenariat avec la société chinoise China National Machinery and Equipment Import and Export Corporation (CEMEC), en vue de l'octroi à cette dernière de concessions de chrome et de nickel dans les deux Kasai. Les réserves sont importantes : la MIBA estime les ressources inférées à 1,8 million de tonnes de chrome et 324 000 t de nickel. Au Katanga, Feza Mining, joint-venture entre la compagnie chinoise Wanbao Resources et une société congolaise dénommée "Comide" a inauguré, à Likasi, en 2005, une usine de concentrés de cobalt. Des experts chinois ont également installé, la même année, un four électrique pour le compte de la société d'État congolaise Sodimico, d'une capacité de traitement annuelle de 14 600 t.

**Jusqu'alors, la présence croissante de la Chine en RDC n'avait guère suscité de réactions hormis les tentatives du ministre belge des affaires étrangères Karel De Gucht visant à sensibiliser les autorités chinoises à l'existence d'un trafic illicite de minerais exercé, entre autres, par des hommes d'affaires chinois installés au Katanga. Du côté de l'Union Européenne, la tendance a été d'abord au dialogue avec la Chine, même si en février 2007, le président de la Banque européenne**



**d'investissement, Philippe Maystadt, a mis en garde les pays africains contre le danger d'une nouvelle spirale d'endettement et l'octroi de financements octroyés sans conditionnalités, ni exigences en matière environnementale ou sociale, ni analyse technique poussée des projets.**

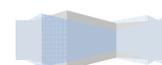
Le 28 juin 2007, lors d'une grand-messe organisée à Bruxelles par la Commission Européenne, pour la première fois plus de 180 experts politiques, industriels, scientifiques, et diplomates venus d'Afrique, d'Europe et d'Asie, ont exploré **les possibilités de coopération "triangulaire afro-sino-européenne"**. Bernard Petit, directeur général adjoint au Développement à la Commission, a suggéré plusieurs domaines où la Chine et l'UE pourraient travailler ensemble, allant de la réforme du secteur de la sécurité en République Démocratique du Congo, au processus de Kimberley et au FLEGT – programmes destinés à assurer la légalité du commerce des diamants et du bois respectivement – ainsi qu'à la réalisation d'infrastructures sur le continent.

Mais la récente annonce des méga-contrats sino-congolais a bouleversé la donne, notamment en Belgique (cf. l'encadré ci-contre). A son tour, le Fonds monétaire international a mis en garde le gouvernement de Kinshasa contre le risque d'endettement soulevé par des prêts aussi importants, précisant qu'il allait à l'encontre des mesures d'allègement de la dette extérieure, dans le cadre de l'initiative pour les pays pauvres très endettés. Début octobre, le délégué de l'Union Européenne à Lusaka avait lancé une mise en garde similaire à la Zambie, lui reprochant de gager ses ressources, et s'était attiré une cinglante réplique du gouvernement zambien selon lequel l'UE n'avait pas à dicter sa conduite à ses partenaires.

### ***LE FMI CONFIANT, MAIS PRUDENT***

Lors des dernières consultations entre le Congo RDC et les experts du FMI, en septembre 2007, à la suite d'une mission organisée dans le cadre de l'article IV des statuts du Fonds, le Conseil d'administration du FMI s'était montré plutôt soulagé par l'évolution de la situation économique et financières du Congo au début 2007. Pour lui, des progrès significatifs ont été faits depuis la formation d'un nouveau gouvernement en février dernier : une meilleure récolte des impôts et taxes, associée à la surveillance des dépenses, ont réduit les besoins du Trésor en financements bancaires ; depuis mai, le franc congolais, qui avait perdu 15% de sa valeur par rapport au dollar en 2006, a regagné 12% de celle-ci. L'inflation sur 12 mois est passée de plus de 18% à 12%, et les réserves, qui ne représentaient plus que 3 semaines d'importations, se sont légèrement redressées. La croissance du PIB pourrait atteindre 6,5%, au total, en 2007.

Néanmoins, le Congo accumule des arriérés de paiement vis-à-vis des ses créanciers bilatéraux (les pays du "Club de Paris" notamment) et sa dette extérieure est toujours considérée comme "ingérable" en l'état actuel des choses ».



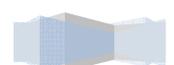
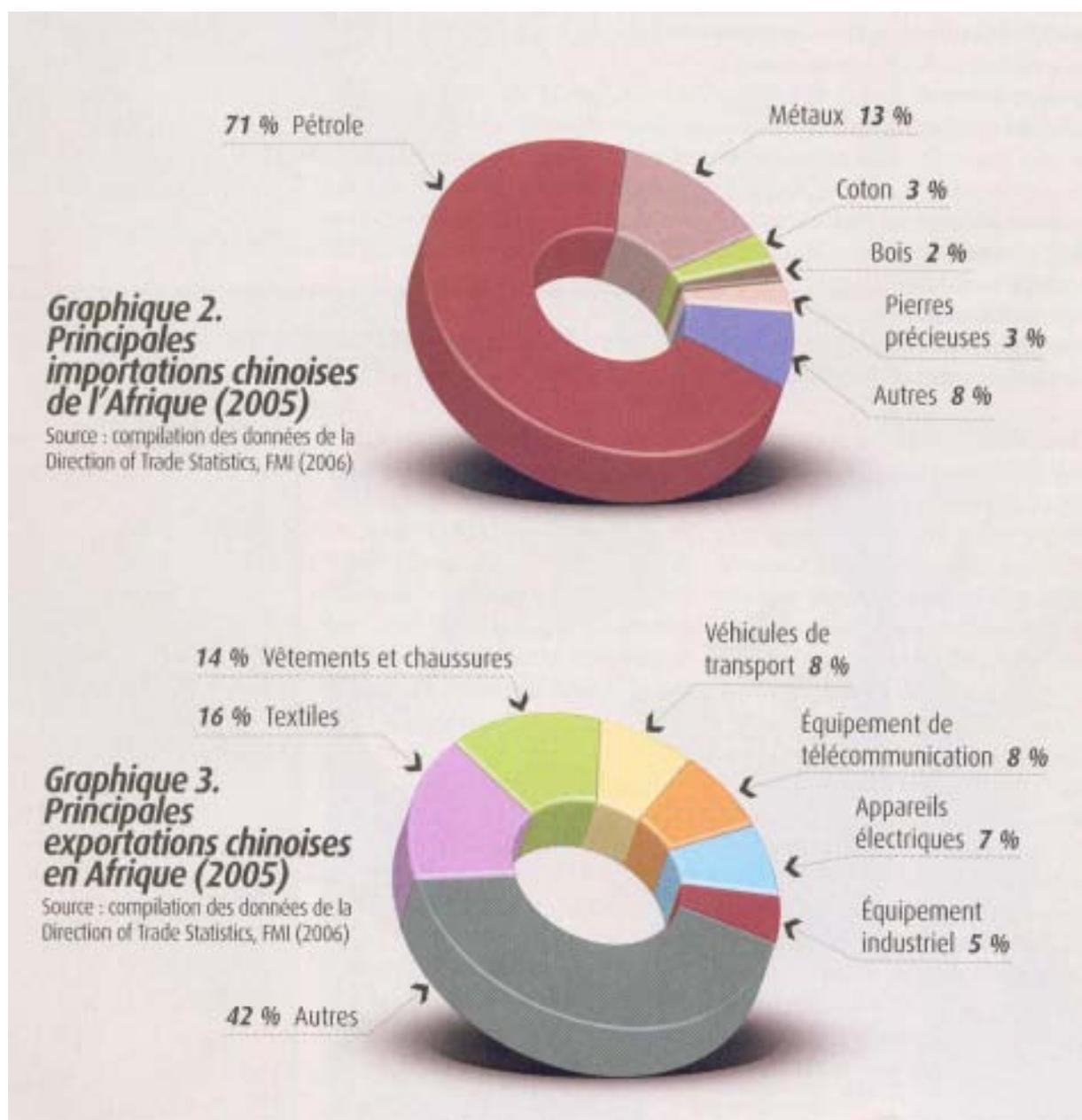
Pour la Chine, l'Afrique présente le double avantage d'être **un réservoir de ressources et un vaste marché accessible aux produits chinois**. Depuis le début des années 2000, la Chine a développé une stratégie très agressive de prise d'intérêts et de marchés dans le domaine clé de l'énergie mais également dans les minéraux, le bâtiment et les travaux publics (BTP : construction de nombreuses infrastructures) ou le marché des biens de consommation courante. **La stratégie chinoise consiste à se positionner afin de concurrencer l'Inde, le Brésil et le Japon tout en contribuant à relativiser le poids des anciennes puissances coloniales en exploitant leurs faiblesses.**

### L'Afrique : un continent convoité



**La Chine s'intéresse tout particulièrement aux matières premières et minerais qui alimentent sa croissance**, tels le cuivre, le nickel, le fer, le cobalt, l'aluminium, la bauxite, le coton, le charbon, le caoutchouc, le bois et l'uranium. A titre illustratif, 80 % du bois africain est exporté vers la Chine (problème de déforestation et de préservation de l'environnement).

**L'offensive économique chinoise en Afrique touche une large gamme de secteurs, ne se limitant pas au pétrole et aux matières premières** : agro-alimentaire, pêche, textile, BTP, infrastructures ferroviaires et routières, téléphonie, chaînes radiophoniques et même tourisme, les Chinois encourageant leurs touristes à se rendre en Afrique. Symétriquement, au grand bénéfice des Africains, le gouvernement chinois s'engage à pratiquer une taxation zéro pour de nombreux produits en provenance d'Afrique.



Le dernier sommet Chine-Afrique tenu à Pékin en novembre 2006 fut un succès (48 pays africains présents) témoignant d'une considérable avancée de la Chine en Afrique (pragmatisme chinois : « **peu importe que le chat soit gris ou noir, l'essentiel étant qu'il attrape des souris** »). Ce succès s'est matérialisé par l'annonce d'une série de mesures visant à soutenir le développement du continent africain :

- Doublement de l'aide financière sur trois ans ;
- Annulation d'une partie de la dette ;
- Prêts à taux très préférentiels ;
- Signature de 16 accords commerciaux impliquant 12 entreprises chinoises et 10 pays africains pour un montant de 1,9 milliard de dollars.

Parallèlement, Pékin s'est engagé en 2005 à octroyer 10 milliards de dollars de prêts concessionnels à l'Afrique pour la période 2006-2008.

En définitive, en Afrique, Pékin impose avec un succès notable, son modèle de développement fondé sur un découplage revendiqué entre réformes économiques et évolutions politiques, dans une stratégie de pérennisation des régimes autoritaires en place. Ce soutien à des régimes « discutables » place la Chine en porte-à-faux avec l'ensemble de la communauté internationale « responsable » et entre en contradiction avec le discours de Pékin sur l'émergence pacifique et le rôle de grande puissance intégrée que la Chine prétend incarner.

**Un certain rééquilibrage des équilibres mondiaux au profit de la Chine, voire d'un bloc asiatique récalcitrant, paraît inéluctable.**

### Pour aller plus loin...

- Chine- Japon  
<http://www.siboni.net/resources/Sino+Japanese+economic+relations.pdf>
- Chine-Inde  
[http://www.hec.fr/hec/fr/eurasia/upload/newsletter\\_Inde\\_Chine.pdf](http://www.hec.fr/hec/fr/eurasia/upload/newsletter_Inde_Chine.pdf)  
<http://www.2point6billion.com/>
- Pour consulter des cartes (Asie) :  
[http://www.eheartland.com/geopolitical\\_maps\\_europe\\_asia.html](http://www.eheartland.com/geopolitical_maps_europe_asia.html)  
La Chine en Afrique :  
<http://perspectiveschinoises.revues.org/document900.html>



**Exercice de synthèse :**

A l'appui des documents ci-contre et de votre cours :

- Quel est selon vous le projet chinois ?
- Comment s'expriment les rapports de force dans le détroit de Formose ?

**La question de Taiwan**

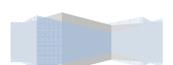
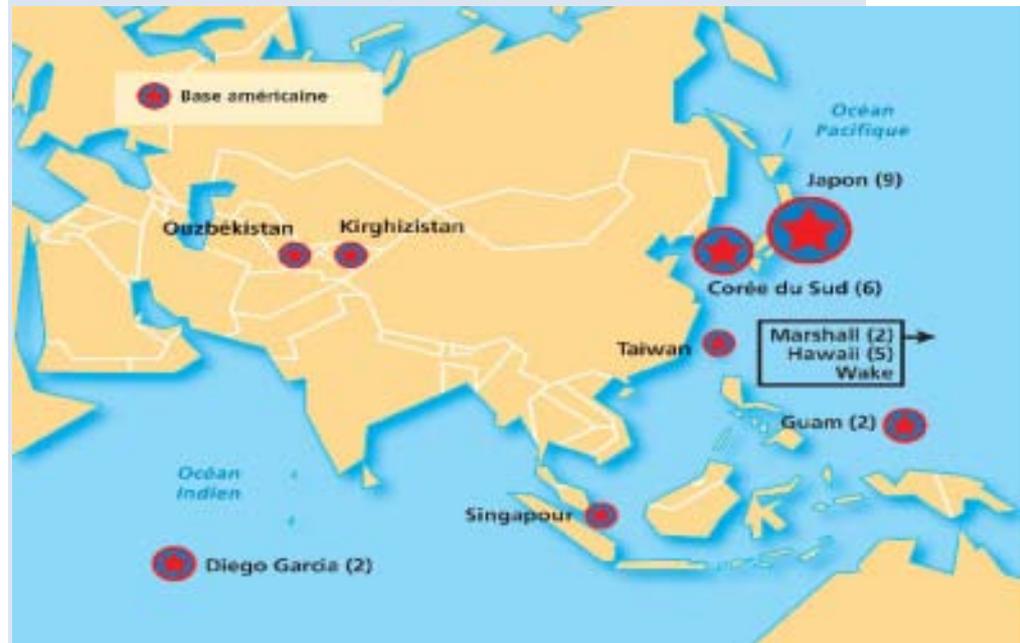


**Exercice de synthèse :**

A l'appui des documents ci-contre et de votre cours :

- Quel est selon vous le projet chinois ?
- Comment s'expriment les rapports de force en Asie entre les USA et la Chine?

**Les bases militaires américaines en Asie**



## Références:

- Chine- Japon  
<http://www.siboni.net/resources/Sino+Japanese+economic+relations.pdf>
- Chine-Inde  
[http://www.hec.fr/hec/fr/eurasia/upload/newsletter\\_Inde\\_Chine.pdf](http://www.hec.fr/hec/fr/eurasia/upload/newsletter_Inde_Chine.pdf)  
<http://www.2point6billion.com/>
- Pour consulter des cartes (Asie) :  
[http://www.eheartland.com/geopolitical\\_maps\\_europe\\_asia.html](http://www.eheartland.com/geopolitical_maps_europe_asia.html)  
La Chine en Afrique :  
<http://perspectiveschinoises.revues.org/document900.html>



---

---

---

---

